

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

Corporations Tunisiennes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Juin 1909, à 2 h 1/2

PAR

A. ATGER

Président : M. FERNAND FAURE, Professeur.

Suffragants : { MM. LESEUR, { *Professeurs.*
PILLET,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

LES Corporations Tunisiennes

Présentée et soutenue le **Lundi 7 Juin 1909**, à **2 h. 1/2**

A. ATGER

Suffragants: { MM. LESEUR, } *Professeurs.*
 { PILLET, }

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1909

INTRODUCTION

Quand un voyageur arrive à Tunis et s'aventure dans les rues étroites de la ville arabe, il n'est pas peu étonné, après avoir dépassé la Djamâa-ez-Zitouna (mosquée de l'olivier), de se trouver brusquement dans un quartier étrange formé de rues couvertes s'entrecroisant en tout sens et formant un véritable labyrinthe : ce sont les souks. Chacun d'eux a sa spécialité et l'on peut ainsi errer à l'aventure du souk des parfums au souk de la laine, du souk de la soie au souk des cuirs sans se lasser d'admirer les pittoresques petites boutiques ouvertes sur la rue qui attirent par leur originalité même.

Après s'être étonné quelques instants de cette localisation curieuse des industries qui lui rappelle les descriptions qu'il a pu lire de certains quartiers des villes du Moyen-âge, le voyageur se laisse distraire, sans songer qu'il n'y a pas là seulement une similitude apparente et que la corporation existe encore autour de lui au ^{xx}e siècle à peu près semblable, dans les grandes lignes, à celle dont Etienne Boileau codifiait les coutumes sous le règne de saint Louis.

L'organisation corporative est en effet encore générale dans les souks Tunisiens où nous voyons les travailleurs divisés en apprentis, compagnons et maîtres placés dans chaque corps de métier sous la juridiction d'un amin investi des fonctions remplies au ^{xiii}^e siècle par nos pères.

Minées par les idées de liberté commerciale et d'indépendance qui triomphent partout autour d'elles, les vieilles corporations arabes, dernier vestige d'une civilisation d'un autre âge, se désagrègent lentement et finiront sans doute par disparaître sous l'influence de la civilisation occidentale.

Il nous a paru intéressant d'étudier leur organisation, les usages qui les régissent, les analogies qu'elles peuvent présenter avec nos corps de métier du Moyen-âge.

Si une organisation presque uniquement coutumière rend leur étude particulièrement difficile, elle ne lui enlève en rien son intérêt.

La coutume est une source de droit tout aussi importante qu'une loi écrite et, comme le dit Savigny, le droit ne résulte pas de la volonté arbitraire du législateur, il est l'expression des mœurs ; le droit par excellence est le droit coutumier.

Nous nous sommes surtout efforcés de réunir les principes généraux de l'organisation corporative des industries indigènes, étudiant en détail seulement deux des principaux corps de métiers tunisiens.

Ce régime tout particulier d'organisation du travail peut-il se plier aux nécessités économiques contemporaines ? est-il une cause de prospérité ou de décadence pour les industries indigènes ? devons-nous hâter sa disparition ou nous efforcer de la maintenir ? voilà les différentes questions auxquelles cette étude nous permettra de répondre.

LES CORPORATIONS TUNISIENNES

Le régime corporatif, sans remonter peut-être, ainsi que certains l'ont prétendu, à l'époque de la construction du temple de Salomon (1), n'en paraît pas moins être une des premières formes d'organisation du travail à laquelle on ait songé.

Des associations d'artisans ont existé en Grèce sous le nom d'hétairies et, à Rome, le régime corporatif a été fortement organisé par Numa (2) ou Servius Tullius.

(1) Nous lisons au Livre des Rois (chap. V, verset 15 et 16) que « Salomon avait encore 70,000 hommes qui portaient les fardeaux et 80,000 qui taillaient les pierres dans la montagne, sans compter les chefs au nombre de 3,300 préposés par Salomon sur les travaux, et chargés de surveiller les ouvriers ».

Ceci n'implique pas le moins du monde l'existence de corporations véritables. C'est une simple légende répandue par les compagnons du Moyen-Age.

(2) Plutarque, *Vies des hommes illustres*. « Parmi tous ses établissements (de Numa) celui qu'on estime le plus, c'est la division du peuple par arts et métiers. Il partagea le peuple par métiers, comme de joueurs d'instruments, d'orfèvres, de charpentiers, de teinturiers, de cordonniers, de tanneurs, de forgerons, de potiers et ainsi des autres, mettant tous les artisans de chacun en un seul et même corps, ordonnant des confréries, des fêtes et des assemblées, et leur marquant le service qu'ils devaient rendre aux Dieux, selon la dignité de chaque métier.... »

Certains auteurs soutiennent que les corps de métiers n'ont été vraiment organisés que sous Servius Tullius.

Cette organisation particulière du travail, qui se retrouve dans tous les pays et dans tous les temps, paraît correspondre à un degré déterminé de l'évolution économique et morale des peuples, sorte de catégorie historique nécessaire au développement ultérieur d'une civilisation plus brillante, sinon plus heureuse ou plus honnête.

Le régime corporatif a existé, dès le début de l'Islam, dans les pays musulmans, comme il devait exister plus tard en France et dans tous les autres pays d'Europe.

Mais tandis que les corporations françaises, les guildes germaniques et les corps de métiers italiens, par exemple, ont, sans doute, une origine différente et ont été conduits par une évolution particulière à la réalisation de formes économiques très dissemblables, les corporations musulmanes, au contraire, frappent par leur identité presque absolue.

A Bagdad, à Damas, au Caire, à Tunis ou en Espagne, l'organisation des corps de métiers est la même, coulée, semble-t-il, dans le moule unique et indestructible que créa Mahomet et qui donne à son œuvre une si puissante unité.

La source (1) du droit et de la civilisation arabe est essentiellement théocratique.

(1) Les juristes musulmans distinguent, en réalité, quatre sources principales du droit : *Le Coran* ; *La Souna* (conduite du prophète comme de ses compagnons au début de l'Islam, et consignée ensuite dans des hadits (récits) ; *la Djema* (décisions de l'As-

Le khalife, à la fois chef politique et religieux, doit assurer la justice aux fidèles en puisant les règles de sa conduite dans le livre par excellence, source indiscutable de la volonté divine, le Coran.

Si les khalifes se virent bientôt obligés de déléguer une partie de leurs attributions à des fonctionnaires religieux inférieurs, les cadis, ils n'en restèrent pas moins les chefs suprêmes du monde musulman tout entier, arbitres souverains des litiges qui pouvaient naître au sujet de l'application des textes coraniques. Ces textes qui permettent de réglementer les matières politiques ou religieuses les plus importantes ont aussi donné naissance, par voie d'interprétation, à la division des métiers en corporations. Il faut, nous dit le livre sacré des Arabes, ordonner le bien et défendre le mal. Ce texte appliqué à l'industrie et au commerce aura pour résultat la création des souks. Ordonner le bien sera ordonner la fabrication loyale et honnête des produits mis en vente ; défendre le mal sera défendre les fraudes de toute nature.

Comment assurer l'exécution de ce principe général mieux qu'en groupant les artisans dans un quartier spécial et en les plaçant sous l'autorité d'un chef chargé de faire appliquer les règlements qui paraîtront

semblée des premiers compagnons de Mahomet) ; *L'Idjtihâd* (effort législatif). La période de l'effort a été close au VIII^e siècle et actuellement l'analogie légale ne peut innover en rien.

les plus propices à l'observation de cette grande pensée : ordonner le bien et défendre le mal ?

Nous voyons, en effet, peu de temps après la conquête de l'Ifrikia et la construction de Kairouan, les artisans et marchands arabes groupés dans des rues spéciales dont la réunion portera désormais le nom de souks. Cette organisation qui remonte à l'an 155 de l'Hégire nous est indiquée par Maçoudy (1), p. 20. en ces termes :

« Yazid ibn Hatem, gouverneur de l'Ifrikia ; organisa les souks à Kairouan et spécialisa chacun d'eux pour une industrie déterminée. »

Les souks étaient sous la direction d'un fonctionnaire spécial délégué par le cadi et chargé de la surveillance générale, le cadi El Mazalem. Chaque corps de métier avait à sa tête un homme compétent, El Arif, chargé de la direction des affaires de la corporation et de trancher les litiges qui pouvaient s'élever entre les fabricants.

Les documents concernant l'organisation intérieure de ces corporations et l'influence qu'elles ont pu exercer sur la vie politique des villes musulmanes font totalement défaut. Les historiens se contentent de mentionner brièvement des faits précis, comme la construction des souks. Le régime corporatif n'en a pas moins dû exercer une influence considérable sur la prospé-

(1) Maçoudy. *Histoire des Emirs d'Afrique*, p. 20.

rité du monde musulman en lui permettant de réaliser les merveilles qui ont fait pendant longtemps l'admiration et l'envie des pays occidentaux.

La civilisation arabe, on l'oublie trop souvent aujourd'hui, avait déjà atteint, au début du ix^e siècle, un développement inconnu du reste du monde et qui n'a peut-être jamais été dépassé. Le nom seul du khalife Aroun al Rachid fait naître encore dans les imaginations enfantines la vision de pays merveilleux où, dans des châteaux féériques, scintillent partout l'or, l'argent et les pierres précieuses.

Les khalifats rivalisaient de splendeur et de magnificence et les historiens arabes se complaisent dans le récit des merveilles qui remplissent les palais de Bagdad.

Le khalifat de Cordoue, grâce à la modération et à l'esprit de tolérance de ses chefs qui autorisaient le libre exercice du culte, atteignit une prospérité économique sans pareille. Le khalifat Fatimite du Caire n'était certes pas moins prospère. « Les palais du Caire, dit M. G. Yver dans son esquisse d'une histoire du bassin de la Méditerranée, étaient aussi éblouissants que ceux de Bagdad et de Cordoue.

Quant aux provinces, la Tunisie, la Sicile, qui jouissaient, sous des émirs héréditaires, d'une indé-

(1) C'est au ix^e siècle que le monde musulman fut définitivement séparé en 3 khalifats indépendants.

pendance presque complète, elles avaient retrouvé une prospérité presque égale à celle de l'époque romaine. En Tunisie, outre Kairouan, véritable capitale du pays, Tunis était déjà célèbre par son bazar où s'entassaient les marchandises de l'Orient ; Gabès tissait la soie, Sousse la laine, Sfax foulait les draps, Gafsa, selon le témoignage d'El Bekhri, était le centre de 200 bourgades florissantes et bien peuplées. Les mosquées du Caire, de Kairouan, de Tlemcen, les palais de la Ziza à Palerme et surtout l'Alcazar de Séville et l'Alhambra de Grenade permettent de se représenter ce que fut l'art musulman à l'époque de son plein épanouissement, en même temps qu'ils laissent deviner la prodigieuse richesse des grandes cités musulmanes. »

La civilisation arabe avait atteint un degré de prospérité inconnu des peuples occidentaux. Les populations grossières qui peuplaient l'Europe accueillaient avec enthousiasme ces marchands qui leur révélaient la splendeur de ce monde inconnu par la plupart d'entre eux.

Les relations entre le monde occidental et les pays musulmans se multiplièrent de plus en plus, soit en Espagne où la renommée des Universités de Cordoue et la richesse des industries attiraient de nombreux étudiants et commerçants, soit en Orient.

Grâce à la tolérance si large dont faisaient preuve les Arabes, les pèlerinages au Saint-Sépulcre se multi-

pliaient et c'était parfois de véritables petites armées qui se rendaient à Jérusalem (1) où elles étaient toujours bien accueillies.

Les pèlerins rapportaient de ces voyages, avec les bijoux, les étoffes précieuses, les tapis achetés dans les Souks, l'admiration que leur inspirait cette civilisation si brillante et peut-être aussi l'ambition de créer dans leur patrie une organisation économique capable de rivaliser avec celle qui permettait aux artisans des villes d'Orient de fabriquer de telles merveilles.

L'origine assez obscure des corporations françaises pourrait peut-être s'expliquer non seulement par une survivance du régime municipal romain dans certaines villes du royaume, mais aussi par l'imitation d'une organisation économique que beaucoup de voyageurs et de pèlerins avaient pu voir fonctionner à l'époque de son plein épanouissement, soit en Espagne, soit en Orient.

Les relations commerciales avaient également atteint un développement considérable au début du XII^e siècle.

« Pour tous les objets de luxe (2), le négociant mu-

(1) C'est seulement en 1076 que Jérusalem tomba au pouvoir des Turcs qui profanèrent le St-Sépulcre et supprimèrent les relations établies depuis plus d'un siècle entre l'Occident et l'Orient.

(2) Cf. G. Yver, *Esquisse d'une histoire du bassin de la Méditerranée*.

sulman était l'intermédiaire inévitable. Le commerce arabe était extrêmement actif d'autant que la profession de marchand, loin d'être méprisée, était, au contraire, hautement appréciée. Nul n'aurait songé à rougir d'un métier jadis exercé par le Prophète. Aussi pas de ville arabe sans bazar, c'est-à-dire sans un quartier formé de rues couvertes occupées par des boutiques, des magasins, des entrepôts. C'est le lieu le plus vivant de la ville, celui où se réunissent les passants oisifs et les marchands qui viennent, comme aujourd'hui dans nos bourses, y établir le cours des marchandises. Dans ces bazars s'entassaient les produits fabriqués ou les matières premières arrivées par voie de mer ou par les routes des caravanes. De Tripoli, de Fez, de Tunis, les caravanes s'enfonçaient dans le Sahara pour, d'oasis en oasis, gagner le Soudan.

Les monnaies frappées au coin des Khalifes, avec lesquelles se soldaient les achats, se retrouvent jusque sur les bords de la Baltique et de la Scandinavie.

Aux denrées exotiques provenant de l'Extrême-Orient ou du Nord, s'ajoutaient les produits des régions méditerranéennes proprement dites : les olives, l'huile, les céréales, la figue, la laine de Berberie. Ajoutons-y, enfin, les innombrables objets fabriqués dans les pays musulmans, objets de luxe pour la plupart et dont les chrétiens avaient bien vite apprécié la richesse, l'élégance et le bon goût : les

armes de l'Yemen et de Bassorah, les aciers trempés de Damas, les cottes de mailles de Tolède, véritables tissus d'acier qui protégeaient l'homme d'arme sans l'écraser ; puis les vases, les aiguières, les tables, les lampes de cuivre ciselées ou ajourées d'une délicatesse de travail infinie, les faïences et les poteries émaillées d'Espagne, les verres et les glaces de Syrie, de Bagdad et d'Égypte.

Les cuirs et la sellerie de Cordoue jouissaient d'une réputation universelle. Enfin, nul objet n'excitait peut-être davantage la convoitise des occidentaux que les étoffes de luxe : les mousselines légères travaillées à Bagdad, les tapis de poils de chèvre ou de chameau et surtout les étoffes d'or et d'argent qui, sous différents noms, formaient les vêtements d'apparat des rois et des seigneurs, ou servaient à la décoration intérieure des palais.

Quiconque a jeté les yeux sur les comptes des rois de France, d'Allemagne ou de Sicile, au ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècle, ne peut manquer d'être frappé des sommes énormes que les souverains, les seigneurs, ou même les bourgeois riches dépensaient en étoffes somptueuses.

Il se passait exactement l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui. Tandis que les produits européens envahissent de plus en plus les pays d'Orient, au Moyen-Age, c'était l'Orient qui accaparait le marché européen. Quelques souverains du Midi firent un effort sérieux

pour s'affranchir de ce tribut payé aux Musulmans. Des ouvriers arabes recrutés à grand frais fabriquaient à Palerme du sucre et des tissus de coton, mais ces essais sont plus intéressants par l'initiative qu'ils dénotent que par les résultats obtenus. Même pour l'industrie, la supériorité des procédés de fabrication et le bon marché de la main-d'œuvre rendaient à peu près impossible la concurrence occidentale. »

Ce bref aperçu nous fait pressentir l'influence considérable qu'à dû exercer sur les occidentaux et les régions méditerranéennes en particulier cette civilisation arabe si brillante et si raffinée.

L'organisation corporative du travail n'a certainement pas été, croyons-nous, étrangère à la prospérité des industries musulmanes.

Réunis dans des quartiers spéciaux sous la surveillance et la juridiction de fonctionnaires intègres et désintéressés qui tranchaient rapidement les conflits qui pouvaient s'élever entre corps de métiers différents ou au sein d'une même corporation, les artisans arabes ont rapidement acquis une habileté professionnelle hors pair.

L'apprentissage, indispensable pour exercer le métier, permettait la formation d'ouvriers d'élite qui, grâce à la surveillance attentive et minutieuse à laquelle étaient soumis les procédés de fabrication, pouvaient réaliser ces merveilles de finesse et de solidité qui répandaient dans le monde entier le renom de l'industrie musulmane.

La Tunisie, parfois indépendante, a toujours excité l'ambition des conquérants qu'attiraient la fertilité de son sol et sa situation géographique exceptionnelle. Peuplée d'éléments ethniques les plus divers qui se superposent sans jamais se combiner complètement (1), elle a connu, grâce à l'esprit de tolérance d'un grand nombre de ses souverains, une prospérité économique qui, sans atteindre celle du khalifat de Bagdad ou de Cordoue, n'en a pas moins été considérable.

Les Juifs, les Musulmans de Sicile, les Maures andalous, les émigrants de toute nationalité et de toutes religions, y ont toujours rencontré le plus généreux accueil.

Les souverains Tunisiens leur distribuaient parfois gratuitement des terres et s'efforçaient, par tous les moyens, de les attacher à leur nouvelle patrie.

Les Sanhagites particulièrement bien disposés pour les chrétiens, attirèrent en Tunisie de nombreux ouvriers occidentaux.

Les Juifs d'Orient continuèrent aussi, sous cette dynastie, à émigrer en Ifrikia où ils constituèrent

(1) Le Berbère dont l'origine est inconnue, peut être considéré comme le véritable autochtone. Tout en se pliant avec une facilité parfois d^éconcertante aux exigences des vainqueurs, il a gardé son individualité propre que l'on retrouve encore après 13 siècles de domination arabe, tant il est vrai, comme dit le proverbe, qu'il ne reste au fond de la rivière que son propre limon. Cf. Hassen Husny Abdul Wahal, *Etudes Tunisiennes* (Ethnographie).

notamment dans certaines grandes villes, comme Kai-rouan, où ils avaient un quartier spécial, un certain nombre de communautés importantes.

En 1091, après la prise de la Sicile par les Normands, les Musulmans qui la peuplaient vinrent au nombre de plus de 20,000 s'installer dans le sahel tunisien, aux environs de la capitale.

Tous ces émigrants, travailleurs énergiques pour la plupart, apportant en Tunisie leur activité et leur esprit d'industrie, devinrent bientôt un des éléments essentiels de la prospérité du pays tout entier.

Mais l'influence la plus profonde qui fut jamais exercée sur la civilisation Tunisienne, et particulièrement sur les industries, vint des Maures andalous.

La prospérité du khalifat de Cordoue, qui attirait en Espagne les commerçants du monde entier, n'avait cependant pas réussi à empêcher son démembrement. Sept petits royaumes musulmans indépendants s'étaient constitués. Ils devaient succomber, l'un après l'autre, la prise de Grenade, en 1492, marquant la fin de la domination arabe dans la péninsule et la réalisation de l'unité espagnole. Les derniers monarques musulmans firent preuve d'une sagesse et d'un esprit politique admirables, mais ils ne purent que retarder la ruine inévitable. Ils encouragèrent, tout particulièrement, les industries et l'agriculture que leurs malheureux sujets devaient bientôt aller implanter sur la terre

étrangère. « Mohamed (1), roi de Grenade, encouragea d'une manière spéciale les fabricants de soierie. Leurs étoffes qui, de tout temps, avaient été recherchées, parvinrent à un tel degré de finesse et de beauté que dans les marchés du Levant elles étaient préférées à celles que produisait la Syrie. »

Dès le début de la dynastie des Hafsides, les Maures espagnols commencèrent à émigrer en Ifrikia. Ce furent d'abord les riches familles (2), comme celle du grand historien arabe Ibn Khaldoun qui, investies de la confiance du Gouvernement, occupèrent bientôt, dans la magistrature et l'administration du pays, des emplois élevés. L'émigration ne s'arrêta jamais durant plus d'un siècle, augmentant ou diminuant suivant l'intensité des violences et des spoliations sans nombre dont furent victimes ces malheureux Maures, si mal récompensés de la tolérance dont ils avaient fait preuve à l'égard de leurs persécuteurs.

Ce fut en 1609, à la suite de l'ordonnance de bannissement qui donnait trois jours aux Maures pour quitter le royaume, que le principal exode se pro-

(1) De Marles, 1815, t. III, p. 67, *Histoire de la civilisation des Arabes et des Maures en Espagne*.

(2) Ibn Khaldoun. « Ferdinand III s'étant emparé de Séville, les chefs des principales familles musulmanes et les savants les plus illustres de l'Espagne passèrent en Ifrikia. La plupart d'entre eux se rendirent à Tunis pour se mettre sous la protection du gouvernement Hafside ». Cf. *Histoire des Berbères*, p. 382-401 (Prolégomènes, t. II, p. 23).

duisit (1). Plus de 80,000 de ces malheureux se dirigèrent sur Tunis, venant implorer la protection du gouvernement Hafside. Ils reçurent des souverains du pays le plus généreux accueil et l'historien Ibn' Dinard relate cet évènement en ces termes : « C'est cette année et la suivante que les Maures andalous, expulsés d'Espagne, arrivèrent en Tunisie. Leur nombre était considérable. Othman Dey leur accorda la plus large hospitalité et donna l'ordre aux habitants de recevoir ceux d'entr'eux qui ne pouvaient subvenir à leurs besoins. Il permit également aux Andalous de coloniser où bon leur semblerait. Ceux-ci acquirent de nombreux domaines ruraux sur lesquels ils élevèrent des constructions et se répandirent ainsi dans tout le pays auquel ils apportèrent la prospérité. Ils construisirent plus de vingt villes dont les principales sont : Soliman, Belley, Niano, Grombalia, Gries-el-Oued, Medjez-el-Bab, Slougia, Testour, El Alia, El Kalâa, etc. . .

Ils plantèrent aussi dans le pays la vigne et l'olivier, créèrent des vergers, ouvrirent des routes et introduisirent dans le pays l'usage des voitures. Ils furent con-

(1) Cf. Pavie. *Histoire de la Tunisie*. Le 2 déc. 1609, de semblables mesures frappaient ceux d'Andalousie et de Murcie, et le 16 août 1610, ceux de Catalogne et d'Aragon.

Plantet, *Correspondance des Bey de Tunis et du Consul de France avec la cour*, 15 sept. 1830, t. I, p. 120 et 136. « Le Dey se plaint de ce que les Mores d'Andalousie qui voulaient passer de Marseille à Tunis en ont été empêchés ».

sidérés par les habitants du pays comme de véritables concitoyens (1). »

L'influence des Maures andalous fut considérable. Véritables grands seigneurs comparés aux populations grossières qui peuplaient alors la Tunisie, ils introduisirent peu à peu le goût des objets de luxe et les besoins d'une civilisation plus raffinée. Agriculteurs habiles, ils surent tirer un excellent parti du sol mis à leur disposition et furent les premiers à utiliser par des travaux hydrauliques les sources et les rivières jusqu'à sans usage. Leur influence, au point de vue industriel, fut peut-être encore plus importante.

Ils rénoverent les procédés de fabrication assez rudimentaires employés jusqu'alors et introduisirent dans leur nouvelle patrie, avec des méthodes perfectionnées, un certain nombre d'industries qui faisaient autrefois la richesse de l'Espagne.

Les chouachis, les fabricants de selles arabes brodées, les tisserands d'étoffes de soie, leur doivent la renommée universelle que ne devaient pas tarder à acquérir ces industries de luxe.

Les transformations qu'ils accomplirent furent si profondes que les amins des principaux corps de

(1) Cf. *Ibn Khaldoun*. Prolégomènes. Sarrady manuscrit, t. II ; « Othman Dey les consola et leur permit de créer de nombreux centres... »

Maçoudy, *Histoire des Emirs d'Afrique*, p. 91 à 109. C. f. *Rousseau, Annales Tunisiennes*, p. 36.

métiers font remonter, sinon toujours l'origine, du moins la prospérité de leur industrie aux Andalous.

Les historiens musulmans sont unanimes sur ce point. Il est intéressant de rapprocher de leurs témoignages quelques-unes des observations recueillies par un voyageur français ; le D^r Peyssonnel, durant un séjour qu'il fit en Tunisie au début du xviii^e siècle (1). « Soliman fut rebâtie par les Maures andalous qui furent chassés d'Espagne par Philippe III.

On appelle cette ville Soliman à cause qu'une maison et le territoire qu'il y avait appartenaient à un turc appelé Soliman qui la leur vendit assez chèrement et qui leur permit de jeter les fondements de la ville. C'est à peu près dans ce même temps que tous les autres villages des Andalous furent commencés. Tels sont Tastour, Medjez-et-Bab, Griesh-el-Oued Zaghouan, Tebourba, etc., en un mot presque tous les villages qui subsistent et qui, par le travail des Andalous, font la richesse principale de ce royaume. Trois cents familles de Maures andalous et six cents d'Arabes habitent cette ville (Soliman). Les Maures, originaires d'Espagne, ont le gouvernement de la justice, de même que dans tous les endroits où ils sont établis depuis que le bey le leur accorda quand ils fondèrent ces lieux et les Maures arabes n'y peuvent exercer aucune charge... On voit dans

(1) Voyage dans la régence de Tunis et d'Alger, par Peyssonnel et Desfontaines, en 1724-1725. (Ecrit par ordre du roi). Cf., 8^e lettre à l'abbé Bignon (p. 168, t. I). Cf., p. 76, 84, 138, 210.

plusieurs villages d'Espagne les mêmes officiers qui ont le même nom et le même emploi.

Tous les Andalous sont exempts de tribut mais ils paient le 10^e de tous leurs fruits. Après que ces Maures andalous se furent retirés d'Espagne, ils quittèrent leurs anciennes manières de s'habiller à l'espagnole et prirent les habillements à la turque.

Les Andalous sont plus courtois et plus polis que les autres Maures du royaume. Ils sont amis de la gloire, charitables et laborieux, en un mot, ils ont toutes les coutumes et le génie des Espagnols... Les villes et les villages étaient bien rares dans ce royaume avant la venue des Andalous. La plupart des villes qu'on trouve aujourd'hui leur doivent leur fondation ou du moins leur rétablissement car, avant eux, les naturels aimaient mieux vivre sous la tente. Ils surpassent les Arabes à la culture des arbres, comme il est facile de le voir dans les endroits qu'ils habitent. Ils conservent le langage espagnol et leurs filles se marient avec répugnance à d'autres qu'à des Andalous.»

Ils donnèrent au pays tout entier une prospérité économique et un degré de culture intellectuelle qu'il n'avait jamais connu, rendant ainsi au centuple, à ces souverains, les bienfaits qu'ils en avaient reçus.

Le régime corporatif existait autrefois en Algérie (1), mais son importance était cependant assez restreinte

(1) Cf. Peyssonnel et Desfontaines, t. II, p. 340. « Les fours banaux de Constantine, sont sous la surveillance du syndic des boulangers (Emin kouechk) ». Si nous ne trouvons dans cet ouvrage aucun détail sur l'organisation intérieure de la corporation, cela

en raison du faible développement industriel du pays. Si les corporations y ont été légalement supprimées en 1868, elles conservent cependant une existence de fait. C'est pourquoi nous croyons devoir indiquer, dans leurs grande lignes, les règles qui leur étaient appliquées avant d'aborder l'étude de l'organisation générale des corps de métiers tunisiens.

L'organisation corporative avait été, en Algérie, fortement ébranlée par la conquête. Les amins voyaient leur autorité absolument méconnue, ce qui pouvait donner lieu à des troubles regrettables, les corps de métiers étant surtout composés de marchands ou travailleurs forains (1), les Berranis.

Le Gouvernement général voulant modifier cet état de choses promulguait, en quelque sorte, la grande charte des corporations algériennes dans un arrêté du 31 janvier 1838. Les usages et les coutumes antérieures étaient maintenues, mais les pouvoirs des amins étaient spécialement renforcés.

Les résultats furent déplorables, les amins ayant profité de leur autorité pour se livrer à d'odieux excès de pouvoir. Tous furent révoqués en 1847 et les Berranis réorganisés en 1850.

provient sans doute de l'identité apparente presque complète entre l'organisation du travail en Algérie et Tunisie, et le régime corporatif français.

(1) A Tunis, la grande majorité des épiciers sont originaires de Djerba. Ils rentrent dans leur île au bout de quelques années après avoir amassé un petit pécule. De même les fabricants de babouches (balghagis), ont la plupart du temps des ouvriers originaires de Kairouan.

« Au moment de la conquête, les Berranis (1) étaient divisés en corporations composées des individus de même race ou de même origine, ayant chacune une spécialité distincte et placées sous l'autorité d'amins (syndics) soumis eux-mêmes à la surveillance du Caïd el Beled (chef de la ville).

Mais la conquête relâcha ces liens consacrés par l'usage et l'autorité des amins ne survécut plus que comme un souvenir. Le Gouverneur général a résolu d'y remédier par un nouvel arrêté sensiblement différent de celui de 1838 et qui apporta de notables améliorations dans l'organisation des corporations. »

Les amins sont nommés par le Gouverneur général et sont chargés, sous la surveillance de l'autorité préfectorale, de la police des membres de la corporation. Les amins peuvent être assistés d'un khodja (écrivain) ou de chaouchs qui reçoivent un traitement fixe. Lorsqu'il y a dans une localité au moins trois corporations, les amins constituent un tribunal (2). Les condamnations, qui sont prononcées à la majorité des voix, consistent, outre les peines de la loi musulmane, en des amendes de 4 à 15 fr. ou la prison de 4 à 10 jours.

(1) Rapport adressé au Président de la République le 3 sept. 1850, par le général d'Hautpoul; — Cf. Menerville, *Dictionnaire*, t. I, p. 250; — R. Tilloy, *Répert. de législation algérienne et tunisienne*.

(2) Cf. arrêté du 3 sept. 1850, tit. II, art. 7 et 8; tit. III. Décret du 28 oct. et 26 nov. 1850, nommant des amins dans le département d'Alger et fixant leur traitement à 1,200 fr. Décret du 28 déc. 1850 et 28 janv. 1851.

Menerville, *Dictionnaire*, t. I (corporations indigènes).

Le tribunal doit juger toutes contestations qui peuvent s'élever au sujet de l'exercice de la profession et toutes les demandes de dommages-intérêts entre membres des différentes corporations quand elles n'excèdent pas 100 fr.

Le traitement des Amins variait, suivant l'importance de la corporation, entre 900 fr. et 1,200 fr., celui du chaouch et du khodja était de 600 fr. environ.

Cette organisation légale des corporations de Berranis fut définitivement supprimée en 1868.

La corporation musulmane n'a pas été le résultat d'une association volontaire conclue par des marchands ou des artisans dans le but de se prêter un mutuel appui contre les violences dont ils pouvaient être victimes.

Si la France et tous les pays d'Europe étaient, au début du Moyen-Age, en proie à une anarchie presque complète, divisés en une multitude de seigneuries indépendantes dont les chefs ne se faisaient aucun scrupule de dépouiller et de rançonner les étrangers et les marchands qui passaient sur leur territoire, les pays musulmans jouissaient au contraire d'une tranquillité absolue. Sous un gouvernement autocratique très puissant, soucieux d'assurer la liberté et la sécurité des transactions, l'on pouvait circuler presque sans danger d'une extrémité à l'autre du monde musulman.

Le régime corporatif a été, comme nous l'avons

déjà dit, le résultat d'un principe antérieur dont les conséquences se sont modifiées suivant les nécessités industrielles ou commerciales. L'autorité musulmane, soucieuse d'assurer la fabrication de produits de bonne qualité, s'est contentée de placer à la tête de chaque corps de métiers un homme compétent, El Arif, qui deviendra plus tard l'amin chargé de surveiller la fabrication. Les règles de détail se sont formées lentement suivant les nécessités économiques mais toujours sous la surveillance de l'autorité administrative désireuse de protéger, avant tout, ceux que nous appelons aujourd'hui les consommateurs ; ce qui explique d'ailleurs comment l'esprit de monopole n'a jamais pu aboutir en Tunisie à un exclusivisme aussi absolu que dans certains de nos corps de métiers parisiens.

C'est dans la deuxième moitié du ^{xiii}^e siècle qu'Etienne Boileau, prévôt de Paris, codifia les usages de la plupart des corps de métiers de la capitale.

Une grande enquête fut ouverte ; les intéressés, invités à faire connaître leur organisation et les usages en vigueur, s'y prêtèrent assez volontiers (1). Les cou-

(1) Le livre des métiers ne contient aucun renseignement sur la corporation des bouchers, ceux-ci cachant soigneusement leurs archives et règlements. Ils constituaient un des plus anciens corps de métiers de la capitale, puisqu'il est dit dans un arrêt du Parlement de 1282, que les bouchers jouissent de leurs privilèges depuis un temps immémorial.

tumes furent rendues obligatoires et le Livre des métiers constitua désormais la charte des industries parisiennes.

Les corporations tunisiennes n'ont jamais reçu une réglementation d'ensemble, le pouvoir se contentant, en général, d'intervenir dans les questions d'espèces. Les usages purement coutumiers (1) se transmettent de père en fils, les membres de chaque corporation ayant, comme ils le disent, « les usages dans la tête. »

Si nous trouvons entre les corps de métiers français et tunisiens un certain nombre d'analogies des plus frappantes, l'évolution des principes parfois identiques qui les régissent les a cependant conduits à la réalisation de deux types corporatifs bien différents.

L'apprentissage, le compagnonnage, la maîtrise, cette division presque classique de tout organisme corporatif, se retrouve dans les corps de métiers tunisiens mais destinée, en général presque uniquement, à réaliser le but essentiel poursuivi par le législateur musulman : assurer la fabrication de produits de premier choix.

L'apprentissage n'a pas une durée immuablement fixée pour chaque corps de métiers. La capacité et les

(1) Le grand ministre tunisien Kerredine, a fort probablement commencé la codification des usages et des coutumes des corps de métiers tunisiens, ainsi que le prouvent les nombreuses lettres déposées aux archives générales du Gouvernement tunisien. Qu'est devenu son projet? C'est ce qu'il nous a été impossible de savoir.

aptitudes professionnelles étant différentes, la durée de l'éducation technique doit varier avec les individus.

Leur talent personnel et leur esprit de travail doivent seuls entrer en ligne de compte. C'est la solution adoptée en Tunisie, la seule logique, la seule admissible quand d'autres considérations, telle que la volonté de limiter à tout prix la concurrence, ne viennent pas entraver son application.

L'accession à la maîtrise est aussi relativement facile pour celui qui remplit ces deux conditions exigées dans nos corporations françaises du XIII^e siècle : « savoir le métier et avoir de quoi. »

Le candidat ne rencontre aucun de ces obstacles, bien souvent invincibles, qui se dressaient en France, dès le début du XIV^e siècle, sur la route de celui qui voulait parvenir à la maîtrise. L'esprit de monopole qui triompha complètement dans les corps de métiers parisiens avait conduit à la formation de castes jalousement gardées où la maîtrise était en quelque sorte devenue une fonction héréditaire.

Le compagnon, malgré son honnêteté, sa petite fortune acquise à force d'économie, son habileté professionnelle indéniable, ne parvenait pas toujours à triompher de la mauvaise volonté et de l'hostilité violente parfois de ceux dont il aspirait à devenir le collègue (1). Cet esprit de monopole ne se rencontre pas

(1) Voir en ce sens dans l'ouvrage de M. Levasseur (*Histoire des*

à ce point en Tunisie. Les maîtres sont bien juges de la capacité de celui qui veut acquérir la maîtrise mais leur opinion est considérablement influencée par celle de l'amin que ses hautes fonctions investissent d'une véritable magistrature.

Les recours au Cheik-el-Medina, gouverneur de la ville, qui remplit en quelque sorte les fonctions d'amin en chef, permettent aussi, d'ailleurs, d'empêcher ces tendances au monopole de prendre un développement abusif.

Le principe essentiel sur lequel est basé le corps de métier tunisien consiste dans la bonne fabrication. Assurer aux consommateurs des produits de premier choix, les protéger contre les fraudes ou même contre les simples erreurs dont ils pourraient être victimes, voilà le seul but poursuivi.

Il a pu y avoir des tentatives pour limiter la concurrence et constituer des corporations fermées ; ces essais ont même réussi, en partie, je le veux bien,

classes ouvrières en France, t. I, p. 463), l'histoire de Perinot Auguier, compagnon sellier d'Amiens. Les maîtres lui imposèrent comme chef-d'œuvre une selle de forme ancienne garnie d'argent et qui exigeait un travail de plusieurs mois. Il l'exécuta, mais la selle fut refusée. Dans son appel devant les échevins, il donna l'idée de faire apporter comme point de comparaison un ancien chef-d'œuvre conservé comme modèle dans l'hôtel corporatif. Cette autre selle ayant été trouvée inférieure à la sienne, les échevins le déclarèrent admis. On peut croire qu'il fut mal reçu de ses confrères. Peu de compagnons avaient assez de ressources et d'énergie pour pousser les choses aussi loin.

pour certains corps de métiers importants, mais le principe général n'a jamais varié : liberté de l'apprentissage et du compagnonnage, libre accès à la maîtrise pour tous ceux qui remplissent ces deux conditions indispensables : « savoir le métier et avoir de quoi. »

Il y a pourtant une 3^e condition que nous ne pouvons passer sous silence.

Le candidat à la maîtrise doit être foncièrement honnête. Cet élément moral dont l'importance considérable s'explique par le souci de protéger le public contre les fraudes est absolument de rigueur. Il ne suffit pas d'être habile ouvrier pour acquérir la maîtrise, il faut aussi être ouvrier honnête.

Tout candidat voit procéder à une enquête minutieuse sur sa moralité et c'est seulement quand sa loyauté est au-dessus de tout soupçon (1) que sa demande peut être agréée.

L'organisation du corps de métier tunisien est beaucoup moins démocratique que celle de nos corporations françaises. L'autorité corporative, au lieu d'être dévolue à des jurés, ou gardes du métier, désignés par leurs pairs pour un temps très limité (6 mois parfois) appartient à un personnage unique, l'amin.

Celui-ci est bien proposé par les maîtres de la cor-

(1) Dans certains corps de métiers, les tisserands d'étoffes de laine, par exemple, le candidat doit fournir une caution solvable par devant notaire.

poration, mais le pouvoir central est toujours libre de ne pas ratifier la proposition qui lui est faite et de nommer qui bon lui semble. L'amin nommé à vie n'est jamais, d'ailleurs, responsable de ses actes devant une assemblée corporative quelconque ; il devient, en quelque sorte, un véritable fonctionnaire, intermédiaire obligé entre le corps de métiers et le pouvoir central. Son autorité était autrefois considérable (il cumule, en effet, les fonctions remplies au Moyen-âge par les jurés et le prévôt de Paris), et en faisait en quelque sorte le maître du corps de métiers tout entier dont la prospérité dépendait souvent de l'intelligence et de la probité de son chef.

L'amin est généralement assisté dans les circonstances graves d'un conseil de notables composant avec lui un véritable tribunal corporatif, le tribunal de l'Orf (coutume). Mais les décisions rendues par l'amin ou par l'Orf ont un caractère tout particulier. Elles ne sont pas exécutoires. En cas de contestation de la sentence par les parties en cause, la décision de l'amin ou de l'Orf, toujours rédigée sous la forme d'un rapport, est transmise aux tribunaux de droit commun pour homologation.

La division des artisans en corps de métiers est absolument générale. Nous trouvons à côté des riches et puissantes corporations (1) des chonachis, des parfu-

(1) Ces 4 corporations forment une espèce d'aristocratie parmi les métiers et leurs membres sont tout particulièrement honorés. On

meurs (attarii) des selliers (sarradji) des tisserands d'étoffes de soie (herrarii) les corps de métiers les plus infimes tels que celui des marchands de beignets à l'huile (fhtairs) par exemple. Chacune de ces corporations est dirigée par un ou plusieurs amins (1) nommés par décret beylical et chargés de l'application des règlements corporatifs.

Tous ceux qui ont visité une ville orientale ont remarqué la localisation des industries dans un quartier spécial : les souks.

Chaque corps de métier est lui-même cantonné, suivant son importance, dans un ou plusieurs souks en dehors desquels il était autrefois impossible d'exercer le métier (2).

peut les rapprocher des 6 corps de métiers parisiens ou des arts majeurs de Florence. Les chouachis jouaient d'ailleurs un rôle plus qu'honorifique dans l'organisation des métiers de la ville de Tunis, puisque les membres du tribunal corporatif commercial étaient recrutés parmi les membres de l'Orf des chouachis et que leur amin était de droit amin du commerce.

(1) Il y a parfois aussi un seul amin pour 2 corps de métiers. C'est ainsi que l'amin des vivres est également aujourd'hui amin des tailleurs. L'amin des coiffeurs est amin des circonciseurs. Pour être « tahar » chargé de la circoncision, il faut être barbier en titre. L'amin ettahara est responsable des accidents et peut seul délivrer un brevet de capacité.

(2) Cf. Archives générales du Gouvernement tunisien. Décret du 6 nov. 1864. adressé aux membres du Chara de Kairouan, déclarant que l'usage en vigueur dans le souk des parfumeurs de cette ville doit être maintenu à savoir : peuvent seuls habiter le souk les gens de la ville exerçant le métier de parfumeur. L'exercice de la profession doit être interdit en dehors du souk. (Décret rendu successivement par Sadok Bey, Mohamed Pacha Bey et Mustapha Pacha Bey).

Les ateliers, ou magasins, sont absolument séparés des habitations personnelles de leurs propriétaires. On a voulu, semble-t-il, séparer la demeure familiale du centre de la vie industrielle et commerciale, mesure de prudence qui correspond bien à la mentalité musulmane. Et si le quartier des Souks est, à Tunis, adjacent à la grande mosquée, c'est, a-t-on dit, afin que le marchand entendit l'appel à la prière qui lui rappelle, en même temps que ses devoirs envers Dieu, l'honnêteté scrupuleuse à laquelle il est tenu dans l'exercice de sa profession.

Les liens si étroits qui existaient en France entre membres d'une même corporation sont absolument inconnus en Tunisie.

Le compagnonnage, la confrérie (1) surtout, qui contribuaient puissamment à faire de chaque corps de métier un organisme dont les membres, étroitement unis, contribuaient en commun aux charges du culte ou à des œuvres d'assistance, semble absolument opposé aux conceptions musulmanes (2).

(1) Les fourreurs de Vair avaient organisé une véritable société de secours mutuels où, moyennant le paiement d'une certaine somme à l'entrée (10 sous 6 deniers) et 1 denier par semaine, les associés recevaient, en cas de maladie ou d'infirmité, une allocation hebdomadaire. (Cf. Martin St-Léon, *Histoire des corporations de métiers*, 2^e éd., p. 193 et suiv.).

(2) Il y a dans tout le monde musulman un grand nombre de confréries, mais elles présentent un caractère exclusivement religieux. Certaines d'entre elles datent des premiers jours de l'Islam.

Le seul lien entre les membres d'une même corporation provient de l'observation des mêmes règlements et de la soumission de tous aux décisions d'un même amin.

L'assistance, la charité, sont pour le Tunisien affaire strictement individuelle (1).

Nous parlerons d'abord des Chouachis, fabricants de chéchias, qui constituent le plus important des corps de métiers tunisiens.

Les confréries les plus répandues sont celles des *Kadria*, fondée en l'an 361 de l'hégire, qui est subdivisée en Tunisie en 3 confréries.

L'Ordre des *Chadlia*, fondé en 636.

L'Ordre des *Aïssaoua*, le plus connu en Europe, fondé par Sidi Mohammed ben Aïssa.

Proscrit avec ses disciples, le saint aurait répondu, dit-on, à ceux d'entre eux, souffrant de la faim, qui lui demandaient à manger, de se nourrir de ce qu'il y avait sur la route, où on ne trouvait que des pierres, des clous et des scorpions. Les disciples firent sans hésiter ce que leur maître leur ordonnait, et aussitôt qu'ils les portaient à leur bouche, ces pierres et ces reptiles se changeaient en aliments délicieux. Cf. *Conférence de M. Padoux* (Le Secrétariat général du Gouvernement tunisien).

(1) Les Zaouïa comprennent presque toujours un établissement d'assistance où l'on distribue des vivres aux pèlerins pauvres et à tous les malheureux dans les années de disette. Certaines Zaouïa possèdent des silos remplis de grains que l'on distribue en cas de mauvaise récolte. La Zaouïa est surtout alimentée par les offrandes des pèlerins. Le cheik de chaque Zaouïa (l'administrateur) est nommé par décret.

LES CHOUACHIS

D'origine assez ancienne, la corporation des chouachis n'a cependant atteint son plein épanouissement qu'après l'arrivée, en Ifrikia, des Maures chassés d'Espagne par le Gouvernement de Philippe III (1).

Les Andalous, perfectionnant les méthodes de fabrication jusqu'alors en usage, donnèrent à cette indus-

(1) Maçoudy, *Histoire des Emirs d'Afrique*, p. 91 et 109. « Les habitants de Tunis les imitèrent et apprirent leur méthodes de fabrication tout en adoptant la civilisation plus raffinée qu'ils introduisirent dans le pays (p. 109). Mohamed Bey Ben Mourad Bey, construisit les 3 grands souks des chéchias. »

Sarrady. Manuscrit, t. II. « Mohamed Bey Ben Mourad Bey, compléta ses bienfaits en terminant les trois grands souks des chéchias sur l'emplacement desquels se trouvaient autrefois des maisons et des magasins qui furent achetés par le Bey. Les souks très grands et très hauts subsistent encore tels qu'ils furent construits à cette époque. »

Peyssonnel, t. I, p. 101. « Cette avenue d'olivier aboutit à Tuburbo, petit village que les Maures andalous ont rebâti sur les ruines de l'ancienne ville. Les habitants de ce village y parlent presque tous Espagnol, langage qu'ils ont conservé de père en fils, p. 253. A quelque distance de là, nous trouvâmes un moulin et un foulon pour les bonnets, bâtis sur la rivière de Bagradas (Medjerda), au-dessus de la porte du foulon en lit... Cf. Ibn nou Dinard el Kairouani. (Les plus belles pages des Annales de l'Ifrikia). Les Andalous construisirent plus de 20 villages dont Medjez-el-Bab, Tebourba, etc. »

trie un développement considérable et répandirent dans tout l'Orient le rendu de la chechia tunisienne.

Les Deys de Tunis, avec une générosité qui constituait en même temps la plus habile des politiques, accordèrent aux malheureux proscrits la plus large hospitalité.

Les Chouachis andalous obtinrent le droit exclusif de fouler leurs chechias sur la *Medjerda* et trois usines furent construites, à cette époque, à Djedeida, Medjez el Bab et Tebourba.

L'usine de Tebourba, qui subsiste encore aujourd'hui, assurait seule jusqu'à ces derniers mois le foulage des chéchias tunisiennes.

Les Chouachis andalous ont apporté en Tunisie une organisation complète, identique à celle qu'ils avaient en Europe et les modifications qui ont pu intervenir ont été sans grande importance, laissant subsister un type de corporation à peu près semblable, dans les grandes lignes, à la corporation française du ^{xii}e siècle.

Autrefois florissante, l'industrie des Chouachis faisait « tomber une pluie sur le pays » et constituait une des principales richesses de la Tunisie (1).

(1) Peyssonnel, t. I, p. 76 : « Le commerce de ce pays consiste en deux principaux articles, premièrement à tout ce qui sert aux fabriques de bonnets rouges que les turcs mettent sous leurs turbans ; pour l'entretien des fabriques de bonnets on tire d'Europe, environ 800 balles de laine de Ségovie que l'on travaille, 10 caisses de cochenille, 400 quintaux de vermillons de Portugal et de Provence ou d'Espagne, 500 quintaux de garance, 600 de tartre rouge, tout cela sert à la teinture des bonnets dont on fait environ 40,000 douzaines qui occupent plus de 15,000 personnes ».

La corporation jouissait d'une influence et d'une considération toute particulière ; les fils des plus grandes familles pouvaient en faire partie sans déroger et la profession de chouachi, respectée de tous, constituait presque un titre de noblesse.

Prenant, comme il était naturel, un développement et une importance tous les jours plus grande, la corporation des Chouachis n'a pas tardé à devenir un des rouages essentiels de l'organisation corporative des métiers de la ville de Tunis.

C'est, en effet, dans cette corporation que se recrutaient et se recrutent encore, en partie, les membres du Tribunal corporatif commercial commun à tous les corps de métiers ; le tribunal de l'Orf. L'amin des Chouachis présidait ce Tribunal, étant de droit amin du commerce. On comprend dès lors facilement l'influence et le prestige dont jouissaient les maîtres Chouachis.

L'organisation du métier est à peu près semblable dans les grandes lignes à celle de nos anciennes corporations françaises ; nous y trouvons la division classique entre apprentis, compagnons et maîtres avec, au sommet, une autorité chargée de maintenir la paix entre ces éléments, souvent opposés, et d'assurer l'exacte observation des règles coutumières. Ce rôle est rempli dans les corps de métier tunisiens par l'amin dont les pouvoirs sont beaucoup plus étendus que ceux des jurés en garde du métier de nos corporations françaises.

L'Apprentissage.

Dans nos anciennes corporations françaises, la durée de l'apprentissage variait à l'infini d'une corporation à l'autre, mais était cependant en général uniforme pour les apprentis d'un même corps de métier. Cet apprentissage, toujours long, était sans rapport aucun avec les exigences d'une bonne éducation professionnelle, aussi long, par exemple à Paris, pour les potiers que pour les orfèvres. De plus, l'apprenti payait à son maître une certaine somme et l'on finit par décider que, sans pouvoir descendre toutefois au-dessous d'un minimum fixé par la coutume, la durée de l'apprentissage pourrait varier avec la rémunération fournie au patron.

C'est ainsi que nous lisons au *Livre des Métiers* en ce qui concerne les tisserands de linge, que l'« apprenti fera 4 ans et paiera 4 livres, ou 5 ans et paiera 60 sous, ou 6 ans et paiera 20 sous, ou 7 ans gratis. » En un mot, l'apprentissage n'a pas pour but unique de donner à l'enfant l'éducation professionnelle indispensable pour en faire un bon ouvrier mais aussi et surtout, quand les corporations furent devenues puissantes, de limiter la concurrence au profit de quelques puissants patrons (1).

(1) Cela se produit en particulier à partir du xvi^e siècle. Jusque là, l'accession à la maîtrise était encore relativement facile pour un

En Tunisie, cette tendance au monopole ne se retrouve pas du tout en ce qui concerne l'apprentissage tout au moins.

Aucun minimum d'âge n'est fixé (1), quoiqu'en fait, l'apprentissage ne commence guère avant 10 ou 11 ans et chaque patron peut avoir le nombre d'apprentis que bon lui semble.

L'enfant, ou le jeune homme, qui désire embrasser la profession de chouachi se rend avec son père chez un patron sérieux. Celui-ci confie l'enfant à un ouvrier expérimenté sous les ordres et la direction duquel il devra travailler (2). Contrairement à ce qui se passait en France au Moyen-Age, le patron n'a droit à aucune indemnité ; c'est lui au contraire qui doit assurer une légère rémunération à son apprenti. Très peu de chose évidemment, au début, quelques sous par semaine ou par jour, mais l'indemnité augmente graduellement jusqu'à ce que l'apprenti connaissant enfin les règles du métier et les méthodes de fabrica-

bon ouvrier, les droits étaient minimes et le chef-d'œuvre simplement une preuve de capacité et non un moyen de repousser les candidats.

(1) En Angleterre, la durée de l'apprentissage uniformément fixée à 7 années, ne pouvait commencer avant 21 ans. La limitation du nombre des apprentis était très strict en France. (Cf. Martin St-Léon, *Histoire des corporations de métiers*, p. 89).

(2) Le travail étant payé à la tâche, l'instructeur du jeune apprenti, peut réaliser d'assez beaux bénéfices, son élève lui remettant le travail déjà dégrossi

tion soit jugé digne de devenir à son tour un calfat (1) (ouvrier).

Le patron chez lequel l'apprenti a travaillé se rend, accompagné de deux autres patrons, chez l'amin, le personnage le plus important de la corporation, auquel il présente le jeune candidat. Après avoir interrogé son maître sur les capacités morales et professionnelles de l'apprenti, l'amin déclare accepter la promotion du « sâna » au grade de calfat. Cette démarche est une simple marque d'égard pour l'amin qui n'a pas le droit de refuser son autorisation, le patron étant considéré comme le seul juge de l'instruction technique de son employé.

Il y a généralement, à la suite de cette réception de l'apprenti parmi les ouvriers en titre de la corporation, une petite fête à laquelle sont toujours invités, bien entendu, le patron et l'instructeur du nouveau calfat (2).

En résumé, l'apprentissage est entièrement libre : un patron pourrait même, quoique cela soit contraire à l'usage, admettre d'emblée un jeune homme comme ouvrier sans que l'amin puisse intervenir.

(1) L'apprenti est parfois nommé demi-calfat avant d'être promu au grade d'ouvrier qui lui donne droit dans l'atelier à un siège spécial.

(2) L'apprenti doit au moment de sa nomination travailler gratuitement pour son calfat, 4 douzaines de chéchias.

Le Calfat.

Le calfat tunisien n'est pas, comme le compagnon, son collègue européen, le commensal de son patron. Les coutumes arabes et les principes religieux de l'Islam y sont trop profondément contraires. Ce serait un véritable scandale pour un maître d'introduire un homme qui n'est pas un de ses plus proches parents dans sa maison, de lui faire partager l'intimité de sa famille (1).

L'ouvrier travaille à l'atelier ou à la boutique très loin de la demeure de son patron, dont il ne partage en rien l'intimité familiale jalousement fermée à tous.

La chéchia subissant, avant d'être mise en vente, de multiples transformations, les ouvriers sont divisés en deux grandes catégories : ceux qui travaillent la chéchia blanche, avant qu'elle ne soit passée à la teinturerie, et ceux qui travaillent la chéchia rouge, ces derniers parfois payés à la journée. Les salaires, que les ouvriers soient payés à la tâche ou à la journée, ne dépassent généralement pas 2 fr. par jour, les ouvriers chargés de l'éducation d'un calfat réalisant cependant des bénéfices supplémentaires assez importants.

(1) Ainsi, demander à un Arabe des nouvelles de sa femme serait considéré comme une injure ; on lui demande des nouvelles de « sa maison » et de ses enfants.

Il n'y a jamais eu, à ma connaissance, de grèves véritables pour insuffisance de salaire, mais les plaintes unanimes des ouvriers chouachis eut réussi, il y a une trentaine d'années, à émouvoir le pouvoir central qui intervint par voie législative pour réglementer les salaires.

Le décret du 9 kaada 1286 contient en effet, après un préambule adressé à Assouna el Ouzir, aмин des chouachis, une véritable réglementation.

« Il m'a été exposé, déclare le premier Ministre, que la totalité des ouvriers fabricants de chéchias sont mécontents de leurs salaires manifestement insuffisants en raison du travail fourni et des frais qui leur incombent. Conformément à ce qui m'a été exposé, et après avoir pris connaissance des prétentions des négociants chouachis, nous avons pris la décision suivante :

1° Le patron devra payer au calfat 2 piastres $1/2$ en argent par livre de chéchias travaillées ; le tiers de cette somme payable le jour de la remise du travail, le 2° tiers vers le milieu du travail et le 3° la besogne terminée ;

2° Le patron devra aussi remettre à l'ouvrier une charge de chardons par 17 livres de chéchias.

L'ouvrier est tenu de se conformer à cette réglementation. S'il a besoin d'une plus grande quantité de chardons ou d'une aide féminine ou autre, ces frais sont entièrement à sa charge. Notre décision étant

ainsi complète, nous l'avons signée et ordonnons à tous de s'y conformer.

Faites publier le présent décret afin que tous, patrons et ouvriers, en aient connaissance et s'y conforment. »

Le Gouvernement intervenait ainsi entre patrons et ouvriers quand les pouvoirs de l'amin étaient insuffisants pour assurer aux travailleurs un salaire convenable et fixait alors un véritable salaire minimum, comme le font normalement aujourd'hui les Wages Boards (comités des Salaires) de la Nouvelle-Zélande.

L'ouvrier chouachi, travaillant en général à la tâche, touche un salaire variant entre 1 fr. 50 et 2 fr. par jour.

La durée du travail n'est pas limitée, mais en raison de l'organisation même de la production, les à-coups dont souffrent tant les ouvriers d'Europe ne se font pas sentir. Il n'y a, en conséquence, en règle générale, ni veillée, ni travail de nuit, ni chômage. Ce serait plutôt les ouvriers qui, dans certaines industries, seraient d'une manière normale en nombre insuffisant.

Le repos hebdomadaire, sans être obligatoire, est cependant un droit pour l'ouvrier qui peut se refuser à travailler le vendredi. Il y a également pendant l'année un certain nombre de jours fériés durant lesquels le travail est complètement suspendu, ainsi pour l'Aïd Kbir et l'Aïd Srir, la fête du Mouled (1).

(1) Aïd Kbir (fête du sacrifice). Célébrée au moment du pèle-

En résumé, si la situation de l'ouvrier chouachi était au moins égale, il y a encore quelques années, à celle de l'ouvrier français, son salaire commence aujourd'hui à devenir manifestement insuffisant en raison de la hausse générale des prix.

La Maîtrise.

Si en droit, aucune condition particulière de naissance n'est exigée de celui qui veut parvenir à la maîtrise, en fait, s'il n'est pas andalou d'origine, ou considéré comme tel, la chose présentera pour lui des difficultés presque insurmontables. Tous les maîtres de la corporation des chouachis prétendent, en effet, descendre plus ou moins directement des Maures d'Espagne, leurs grands ancêtres, dont ils se réclament avec orgueil et si, pour certains d'entre eux, la chose peut paraître discutable, d'autres, au contraire, ont une physionomie qui ne laisse aucun doute sur leur origine que vient encore corroborer des noms tels que ceux de Lakhoua, Sidia, Bianca, etc.

Très jaloux de cette descendance, ils sont naturellement portés à considérer comme un intrus celui qui ne peut justifier de son origine andalouse.

rinage à la Mecque, le 14^e jour du mois de Dou-el-Hejja (mois du pèlerinage).

Aïd Srir. *Fête de la rupture du jeûne, après le Ramadan, le 1^{er} chaoual.*

Mouled. *Naissance du Prophète.*

L'ouvrier qui désire accéder à la maîtrise, sans avoir à justifier d'aucun stage accompli en qualité de calfat, adresse une demande à l'amin de la corporation et si, comme nous l'avons déjà dit, aucune condition de naissance n'est exigée, les conditions de moralité sont au contraire des plus rigoureuses.

L'amin procède à une enquête très sérieuse et très approfondie. L'observation des règles de la moralité courante ne suffit pas ; on exige du candidat l'intégrité la plus scrupuleuse, une conduite absolument sans reproche ; il doit être, dans la forte acception qu'avait autrefois cette expression, un honnête homme.

Avant de prendre une décision définitive, l'amin peut consulter le conseil des dix (1) et les principaux maîtres de la corporation, mais c'est pour lui une simple faculté et il n'est jamais tenu de suivre l'avis qui lui est donné ; il doit statuer personnellement et en toute responsabilité sur la demande qui lui est soumise. Sa décision définitive n'est susceptible d'aucune voie de recours.

L'ouvrier dont la demande est rejetée n'a plus qu'à se résigner à un sort plus modeste, jusqu'au jour où il croira pouvoir renouveler sa demande avec plus de chance de succès. C'est là un des points les plus intéressants de l'organisation de la corporation des choua-

(1) Conseil de 10 notables chargés d'assister l'amin dans les circonstances graves et chaque fois qu'il juge à propos de les consulter.

chis ; c'est par là qu'elle pouvait réaliser, dans toute sa force, le type de la corporation fermée du Moyen-âge, ou du moins telle qu'elle l'est devenue au xvi^e et au xvii^e siècle. Pas de limitation du nombre des apprentis, pas de durée fixée à l'apprentissage, aucune barrière d'aucune sorte sur la route de celui qui veut devenir ouvrier chouachi, mais dès qu'il prétend devenir à son tour un patron, les riches et puissants maîtres de la corporation peuvent, par l'intermédiaire de l'amin, lui signifier un brutal et définitif halte là.

La seule sauvegarde du pauvre qui veut parvenir à la maîtrise, sa seule garantie consiste dans l'intégrité et l'esprit de justice de l'amin auquel il s'adresse, et bien que choisi parmi les riches et les puissants de la corporation dont il représente en réalité les intérêts, l'amin a souvent une très grande conscience professionnelle constituant une protection plus efficace qu'on ne le pense généralement (1).

Lorsque l'enquête dont nous avons parlé est ter-

(1) La Tunisie d'ailleurs, nous ne devons pas l'oublier, était un pays essentiellement autocratique où un simple avis du pouvoir central suffisait pour tout faire plier devant la volonté du Souverain, et de même que nous voyons en France le roi créer des lettres de maîtrise, le Bey obligeait souvent l'amin à donner une autorisation qu'il avait refusée précédemment. Cf. Teskerat du 21 Djoumad 1310 (déc. 92) ordonnant à l'amin des Chouachis, d'autoriser Ahmed Ben Hassen à se servir d'une marque de maître fabricant de chéchias. Idem le 2 juil. 92, en ce qui concerne un nommé Salah Ben Murad, etc. Cf. Archives de la section d'Etat du Gouvernement tunisien (corporation Tunis).

minée et que l'amin est favorable à la demande du candidat patron, il adresse un rapport détaillé à l'Ouzara (1) (section d'Etat).

Le dossier est examiné et un décret beylical intervient pour la nomination du nouveau patron (2). Les garanties sont donc extrêmement sérieuses et, si la coutume était toujours appliquée, cette sélection rigoureuse finirait par créer un corps de fabricants dont la probité serait au-dessus de tout soupçon.

Mais tout n'est pas encore terminé ; le nouveau patron doit, outre les frais toujours considérables d'un premier établissement, verser dans la caisse de la corporation une certaine somme autrefois arbitrairement fixée par l'amin et qui se monte aujourd'hui à 66 francs. A l'époque où la corporation des chouachis était dans toute sa splendeur, le nouveau patron devait remettre à l'amin qui en faisait en quelque sorte le prix de son autorisation, la somme que celui-ci exigeait.

Le patron, ou plutôt le candidat, avait cependant le droit de faire appel devant le conseil des dix qui pouvait, après délibération, réduire la somme réclamée par l'amin.

Nous voyons donc que tout était organisé pour réa-

(1) L'Ouzara correspond en quelque sorte au ministère de l'Intérieur ; il est divisé en sections ayant chacune des attributions spéciales.

(2) Aucun patron chouachi ne pouvant exercer le métier sans avoir une marque spéciale, le décret autorise simplement le postulant à se servir d'une marque déterminée.

liser un monopole de fait au profit de quelques riches privilégiés.

Mais de même que dans nos anciennes corporations françaises les règles concernant l'apprentissage, le chef d'œuvre et les droits d'entrée sont très atténuées pour les fils de maîtres ; nous constatons dans la corporation des chouachis l'existence de dispositions exactement semblables et même encore plus favorables. Pour les fils de maîtres, pas d'apprentissage, pas de demande à l'amin, pas de décret beylical autorisant le nouveau patron à avoir une marque, c'est-à-dire, en fait, à exercer le métier.

Les portes de la corporation leur sont largement ouvertes par le seul privilège de la naissance. Ils peuvent, sans aucune connaissance spéciale, exercer la profession de chouachis. Ils ne travailleront pas eux-mêmes, c'est évident, mais ils pourront faire travailler et avoir une marque de fabrique à leur nom (1) et cela dès leur plus tendre enfance, alors même qu'ils seraient encore à la mamelle, le cas s'est présenté.

Toutes les formalités, tous les obstacles dont nous avons parlé, n'existent, suivant l'expression si caractéristique employée devant moi, que pour un « homme nouveau. »

(1) Cela s'est produit bien souvent dans le but de contrefaire une marque en vogue.

L'amin des Chouachis et le Conseil des dix.

Les amins qui jouent le rôle principal dans l'organisation des corporations tunisiennes, sont en général des hommes d'âge et d'expérience chargés de surveiller la fabrication des produits et de faire observer les règlements corporatifs.

Leurs fonctions, à peu près identiques à celles de nos anciens jurés et gardes des métiers, leur donnaient une importance considérable mitigée cependant, par le caractère purement arbitral de toutes leurs décisions contentieuses.

L'amin des chouachis est assisté, comme nous l'avons vu antérieurement, de dix notables, achra el kbar (les 10 grands) formant le conseil des dix (1).

Ce conseil a pour mission d'assister l'amin dans les circonstances graves. Son président peut d'ailleurs le consulter chaque fois qu'il le juge convenable.

Lorsque, par suite d'un décès par exemple, il y a lieu de procéder à la nomination d'un nouvel amin, chaque patron désigne son candidat qui doit obligatoirement être choisi parmi les membres du conseil des dix. Ces votes consignés chez un notaire désigné

(1) Décret du 12 mars 1884. Art. 1^{er}. — L'amin des chouachis et les dix assesseurs qui lui sont adjoints, sont tenus de faire respecter les règlements qui régissent leur profession par tous les fabricants de chéchias sans exception.

d'avance (1), sont centralisés chez le cheik el Medina qui présente à l'agrément du bey le candidat de la corporation (2).

Mais c'est une simple présentation dont le souverain peut ne tenir aucun compte. La coutume veut cependant qu'il choisisse le nouvel amin parmi les membres du conseil des dix ; c'est ce qui se produit d'ailleurs en fait, sauf de très rares exceptions.

L'amin doit, à sa nomination, acquitter certains droits de chancellerie assez considérables (3).

Lorsqu'un siège d'assesseur est à pourvoir, l'élection se fait par cooptation (4). Les maîtres chouachis ne sont jamais consultés. On comprend facilement combien cette règle doit renforcer au sein de cette petite assemblée l'esprit conservateur et le culte de la tradition. Le souverain peut d'ailleurs intervenir en refusant

(1) Décret du 4 oct. 1888. Art. 2. — Les caïds autoriseront seuls la réception des actes de proposition tendant à la nomination des amins.

(2) Dans la corporation française du XIII^e siècle, les jurés ou gardes du métier, étaient, soit élus au 1^{er} degré par leurs confrères (orfèvres, patenotriers de corail, épingliers) soit élus par des délégués nommés par le prévôt (tailleur de robe), soit nommés par le maître du métier et dans certains cas par le prévôt (Martin St-Léon, *Histoire des corporations*, p. 122, 123, 2^e édit.).

(3) Décret du 31 déc. 1865. Droits de chancellerie pour certaines nominations : « Amin des chouachis, 300 piastres ».

(4) 12 mars 1884 (décret). « Dans le cas où le siège d'un assesseur deviendra vacant, l'amin et les autres assesseurs lui éliront un successeur, cette élection sera soumise sans délai à la ratification de S. A. le Bey ».

de ratifier l'élection tant que l'on n'a pas désigné un candidat qui lui agrée. Nous voyons donc que la nomination des personnes chargées de faire respecter les usages et les règlements corporatifs, revient uniquement aux patrons et même, en ce qui concerne les assesseurs de l'amin, à une petite assemblée de maîtres investis depuis longtemps déjà des pouvoirs de surveillance et de contrôle.

Les compagnons, les simples calfats, ne participent en rien à la nomination de ceux qui bien souvent seront leurs juges. Ils restent absolument en dehors de la direction et de l'administration de la corporation dont ils sont cependant le rouage indispensable, masse nombreuse et active sur qui repose tout l'organisme.

L'organisation des chouachis est, à ce point de vue, beaucoup moins démocratique que celle de la plupart de nos anciennes corporations du xiii^e siècle où les valets avaient parfois le droit de désigner un certain nombre de jurés et participaient d'autres fois à l'élection avec les maîtres et au même titre qu'eux.

On voit dans le Livre des métiers que les jurés sont nommés « du commun assent du métier. » Il en était ainsi chez les fourreurs de chapeaux les batteurs d'archal, les merciers (1). Parfois aussi les maîtres et

(1) Les détails donnés par M. Martin St-Léon prouvent surabondamment que le commun du métier désignait les maîtres et les valets. Le prévôt ayant désigné un juré chez les gaigniers de fourreaux à la requête de tous ceux du métier, l'art. 10 de l'ordonnance

valets désignent séparément un certain nombre de jurés. Ceux-ci ne sont d'ailleurs nommés que pour une très courte durée, un an en général, parfois même pour six mois (chez les foulons). On voulait que leur administration et tous leurs actes fussent soumis le plus souvent possible à la sanction populaire, ce qui devait les conduire à l'observation de la plus stricte impartialité.

Dans la corporation des chouachis, au contraire, la nomination de l'amin et de ses assesseurs est faite sans aucune fixation de durée. Ils sont en réalité nommés à vie et la démission, la révocation ou la mort peuvent seules mettre un terme à leurs fonctions.

L'amin qui joue, bien entendu, le grand premier rôle dans cette organisation, cumule les fonctions autrefois remplies, en France, par les jurés et celles, en partie du moins, dont était chargé le prévôt de Paris.

Il est d'ailleurs assisté dans toutes les affaires importantes par le Conseil des dix qui, sous le nom de tribunal de l'Orf, se transforme en un véritable tribunal corporatif ayant à peu près les mêmes attributions qu'un Conseil de prud'hommes, qui ne serait composé il est vrai que de patrons.

Les fonctions de l'amin, excessivement nombreuses et complexes, peuvent cependant se diviser en deux

déclare que cette nomination est faite « du commun assent de tous ceux du métier, mestres et varlez » (Cf. Martin St-Léon, 2^e éd. p. 123).

grandes catégories : les fonctions d'ordre administratif et les fonctions d'ordre judiciaire.

L'amin personnifie, en quelque sorte, la corporation où rien ne peut se produire sans son intervention ; c'est lui qui instruit les demandes d'accession à la maîtrise et qui enregistre dans le répertoire de la corporation les nouvelles marques de fabrique. Il est l'intermédiaire naturel entre le corps de métier et le pouvoir central.

La corporation des chouachis constitue une véritable personne morale ayant une existence propre absolument indépendante de celle de ses membres et jouissant, en fait, de la personnalité civile. C'est l'amin qui la représente, qui intervient chaque fois que ses intérêts sont en cause et qui administre son trésor « el sandouk » la caisse commune. Cette caisse qui, particularité intéressante, n'existe que chez les chouachis, paraît avoir une existence aussi ancienne que celle du corps de métier lui-même et remonte en tout cas certainement à l'arrivée des Maures d'Andalousie.

C'est avec les fonds qui s'y trouvaient que les chouachis ont construit le premier moulin à fouler, celui de Zaghouan, puis, bientôt après, ceux de Medjez el Bab, Tebourba et Djedeida sur la Medjerda. C'est sur cette caisse qu'ont été prélevées les sommes nécessaires à l'établissement à Zaghouan des ateliers de teinturerie, gérés, au nom de la corporation elle-même, par l'intermédiaire de l'amin et du conseil des dix.

Cette caisse, dont l'importance était autrefois considérable, est alimentée :

1^o Par les droits perçus à la nomination de tout nouveau patron chouachi (66 fr.) ;

2^o Par les droits de teinturerie, 3 centimes par kilog. de chéchias teintes ;

3^o Autrefois, et c'est ce qui faisait la richesse de la caisse, par les excédents des sommes versées par les fabricants pour le foulage (1).

La caisse servait à payer toutes les dépenses faites dans l'intérêt général de la corporation et comme, tous frais payés, il restait autrefois des sommes assez considérables, l'amin était chargé, sous le contrôle des dix, d'effectuer des placements immobiliers.

La corporation possède d'ailleurs encore aujourd'hui 2 olivettes au Mornag 2 à Soliman et une maison à Tunis.

Mais la caisse constituait encore autrefois une caisse de prêt. L'amin pouvait consentir, avec l'agrément des dix, bien entendu, des avances aux maîtres de la corporation qui se trouvaient momentanément gênés dans leurs affaires. Cet usage avait des avantages considérables, il permettait aux patrons de trouver, sans avoir recours à des emprunts la plupart du temps usuraires, les sommes dont ils pouvaient avoir besoin.

(1) Le foulage étant entre les mains de l'Etat, c'est lui qui bénéficie actuellement des excédents de recettes considérables qui se produisent (60 % de bénéfices nets).

Les garanties étaient, d'ailleurs, très sérieuses, chaque fabricant étant connu de l'amin et des dix qui pouvaient surveiller très facilement l'usage des sommes qu'ils avaient avancées. Cette coutume si utile qui pouvait rendre de si grands services est aujourd'hui complètement abandonnée. Un fabricant ne pourrait plus emprunter à la caisse dont les recettes ont d'ailleurs beaucoup diminué par suite de la rétrocession à l'Etat du foulage des chéchias et du moulin d'El-Bathan.

C'est encore l'amin qui, assisté de l'Orf, gérât autrefois l'usine à fouler ; l'expédition des chéchias était faite par son entremise et c'est lui qui tranchait toutes les difficultés qui pouvaient s'élever au sujet de l'administration de l'usine.

Un des ateliers de teinturerie est encore aujourd'hui sous sa direction et c'est la caisse de la corporation qui bénéficie des 3 cent. par kilog. de chéchias teintes payés par les fabricants.

Mais le rôle principal de l'amin consiste à surveiller la fabrication, à s'assurer que les méthodes employées sont bien conformes aux usages corporatifs.

Les instruments dont les fabricants doivent se servir, les ingrédients qu'ils peuvent employer, sont nettement déterminés et toute infraction était autrefois sévèrement punie. Pour la teinture des chéchias, les fabricants ne peuvent avoir recours qu'au kermès ou à la cochenille, les teintures minérales étant absolument

prohibées. Les Arabes, qui connaissent et apprécient presque tous cette règle coutumière, demandent très souvent en achetant une chéchia si elle est kermès.

Le marchand qui répondrait par la négative se verrait dédaigneusement refuser sa marchandise et sa clientèle l'aurait bien vite abandonné.

Les ateliers de teinturerie qui appartenaient à la corporation étaient administrés jusqu'à ces dernières années par l'amin et les dix.

Les fraudes et les malfaçons de toute nature sont soumises à la juridiction de l'amin qui peut intervenir, soit de sa propre autorité, soit à la suite d'une plainte. Il est d'ailleurs assisté dans ces fonctions par les dix qui lui signalent toutes les infractions aux règlements qu'ils ont remarquées ou qui ont pu leur être signalées.

L'amin, est d'ailleurs lui-même sous la surveillance du conseil des dix qui pourrait, au cas où il serait convaincu de fraude ou de malfaçon, le citer devant le Cheik el Medina ou porter plainte devant l'Ouzara aux fins de révocation.

L'amin, quand l'affaire est de minime importance, peut agir de lui-même sans avoir besoin de convoquer l'Orf. Il pouvait autrefois, de sa propre autorité, prononcer un emprisonnement qui ne pouvait dépasser 10 jours. Le délinquant accompagné du chaouch se rendait devant le Cheik el Medina qui, sur le vu d'une demande d'emprisonnement, faisait incarcérer pure-

ment et simplement l'individu désigné. Il pouvait aussi procéder à une justice plus expéditive encore en faisant administrer la bastonnade à l'auteur d'un délit dont il était seul juge.

Ces procédés un peu trop sommaires avaient cependant un résultat des plus appréciables : ils assuraient l'exacte observation des règlements corporatifs et une fabrication des plus soignées.

Mais dès qu'il s'agit d'une affaire grave, l'amin doit obligatoirement convoquer les dix qui constituent, avec lui, le Tribunal de l'Orf. Quand un patron s'est rendu coupable de plusieurs infractions successives, sa boutique peut être fermée pour une certaine durée et, s'il donne lieu à de nouvelles plaintes, l'orf peut décider que sa marque sera détruite, ce qui équivaut à lui interdire à tout jamais l'exercice de la profession à moins qu'il ne remplisse à nouveau, plus tard, toutes les formalités nécessaires pour parvenir à la maîtrise.

Dès qu'il s'agit encore d'une affaire à proprement parler litigieuse, l'amin doit convoquer les dix, ce n'est plus lui, mais le Tribunal dont il est simplement président avec voix prépondérante qui juge.

L'art. 3 du décret du 12 mars 1884, qui n'a d'ailleurs fait que codifier les règles coutumières, s'exprime ainsi :

« Toute affaire litigieuse entre chouachis, se rapportant à leur profession, sera portée devant l'amin qui la jugera avec les assesseurs ; la présence de huit

assesseurs (1), au moins, est nécessaire pour la validité du jugement qui sera rendu à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de l'amin est prépondérante. En cas de difficulté dans l'exécution du jugement, l'amin en réfèrera au Ministère en lui soumettant une expédition authentique dudit jugement. »

Les décisions de l'orf, comme celles de l'amin, ne sont, comme nous le voyons, jamais exécutoires par elles-mêmes ; si les parties refusent de se soumettre à la sentence, elles ne peuvent y être contraintes que par le Cheik el Medina ou les tribunaux de droit commun.

L'orf, dont nous avons déjà plusieurs fois prononcé le nom, est le tribunal corporatif supérieur composé de l'amin et de ses assesseurs. Ce tribunal de la coutume (orf) se réunit pour toute affaire grave. Il peut être saisi soit par l'amin, soit par renvoi des tribunaux de droit commun qui lui soumettent les affaires exigeant des connaissances techniques ou coutumières spéciales, soit par les parties elles-mêmes. Ce tribunal se réunit sur la convocation de l'amin ou du Cheik el Medina et siège au domicile de l'un de ces deux personnages.

Seul l'Orf des chouachis a un personnel fixe réglementé par le décret du 12 mars 1884. Celui des autres corps de métiers se compose d'un nombre de membres

(1) Cf. Archives, section d'Etat. Pétition demandant que le quorum nécessaire pour la validité des jugements soit abaissé à cinq assesseurs.

variable, sauf chez les tisserands d'étoffes de soie où il comprend également dix notables.

L'Orf des chouachis n'est compétent que pour les affaires concernant exclusivement les membres de la corporation ; si l'une des parties en cause dépend d'un autre corps de métiers, le litige est alors soumis à l'orf du commerce (composé d'un amin et de dix assesseurs) et qui n'était autrefois que l'orf des chouachis auquel on adjoignait deux négociants, l'un sfaxien, l'autre djerbien.

L'amin des chouachis est cependant encore aujourd'hui, de plein droit (1), au nombre des assesseurs du commerce qui sont en majorité composés de fabricants de chéchias.

L'orf réuni chez l'amin ou le Cheik el Medina rend des décisions inspirées uniquement par les règles coutumières et l'équité qui ne sont pas, comme nous l'avons déjà dit, exécutoires par elles-mêmes en cas de contestation.

Le tribunal est assisté d'un secrétaire, le yasigi (2), qui a le titre de notaire et peut instrumenter sans avoir recours à l'assistance d'un confrère. Le yasigi

(1) Ce n'est que depuis 1891 que l'amin des chouachis n'est plus également amin du commerce. Celui qui est aujourd'hui en fonction est un des amins des bijoutiers de la Berka (section d'Etat. Dossier 3).

(2) Chir ben Dhieff. Manuscrit, t. IV. A propos de Mohamed Tabet qui fut élevé à la dignité de yasigi.

tient souvent la correspondance commerciale des négociants chouachis avec les grandes maisons du Levant.

C'est lui qui rédige les décisions de l'Orf, transmises sous forme de rapport aux tribunaux.

L'orf des chouachis et du commerce comprenaient chacun deux assesseurs adjoints, d'après le décret de 1884. Ce nombre a été porté à cinq par le décret du 19 novembre 1898.

L'amin dont nous avons rapidement étudié les principales attributions jouissait d'un pouvoir considérable, mais malgré ses graves responsabilités, il ne touchait et ne touche encore aucun traitement véritable.

Il avait droit quand le Bathan était encore aux mains des chouachis à une indemnité de 25 livres de savon et de 60 fr. par mois (1) ; cette allocation lui a été supprimée il y a environ vingt ans. Il percevait simplement aujourd'hui 5 centimes par kilog. de chéchias qui passent à la teinturerie.

L'amin des chouachis jouit, en outre, de certaines distinctions purement honorifiques, il est vrai, mais qui contribuent à augmenter son autorité et le respect dont il est entouré.

(1) Ne recevant pas cette allocation, Hamouda Lakhboua, amin des chouachis, adressa une réclamation au premier ministre. Sa demande ayant été repoussée il donna sa démission le 13 nov. 1888 (Cf. Archives de la section d'Etat. Dossier du Bathau). Gouvernement tunisien.

C'est ainsi qu'il y a encore peu de temps, il avait le titre de commandant dans l'armée Beylicale. Il a encore aujourd'hui le pas sur tous les autres amins et peut rendre visite au Bey le premier jour de l'Aïd aussitôt après le Cheik el Medina (1) dans l'ordre des préséances.

Méthodes de fabrication.

La fabrication des chéchias tunisiennes a toujours été soumise aux usages et aux formalités les plus compliquées. Une énumération rapide des différents voyages et des principales transformations qu'elles doivent subir en donnera facilement une idée.

La laine dont on se servait, et dont on se sert encore pour la fabrication des chéchias, est de la laine de toute première qualité, venant, en général, la laine tunisienne étant inférieure, d'Espagne ou de France (de Roubaix et Tourcoing en particulier). Pour donner à cette laine la souplesse nécessaire on la trempe dans une quantité égale d'huile ; une fois séchée, elle est envoyée aux environs de Gabès où des femmes de la campagne en font de très gros fils que l'on enroule sur des fuseaux. De retour à Tunis, ces fuseaux sont

(1) Le Cheik el Medina (Gouvernement de la ville, président de la municipalité) surveille en quelque sorte les amins dont il est le chef, il peut, dans certains cas, juger en appel les décisions contentieuses de l'amin.

expédiés à l'Ariana où des femmes tricotent grossièrement le bonnet, deux ou trois fois plus grand que nature, qui deviendra plus tard la chéchia. Expédiée ensuite au Bathan près de Tebourba, un des moulins créés par les Andalous, le seul d'ailleurs qui subsiste encore aujourd'hui, la chéchia, à la suite du lavage et du foulage qui a transformé la laine en feutre, est renvoyée à Tunis. La chéchia ayant pris des dimensions normales mais toujours blanche, est soumise à la carde et à la tonte.

Ces différentes opérations terminées, notre chéchia repart pour Zaghouan où se trouvaient seulement autrefois les ateliers de teinturerie ; les substances employées sont le kermès et la cochenille seuls autorisés par la coutume.

De retour à Tunis, la chéchia, rouge cette fois, passe entre les mains d'ouvriers spéciaux qui la cardent et la tondent une seconde fois puis, après avoir passé sous la presse et avoir été munie de son gland, elle peut enfin être mise en vente. Le gland n'est pas fabriqué en Tunisie, il est généralement expédié tout fait de France, d'Autriche et, quand il est à tresse double, de Constantinople.

Ces allées et venues sans nombre que devaient autrefois subir les chéchias n'étaient pas, comme on peut facilement le penser, un moyen d'obtenir un produit bon marché.

Aujourd'hui, ces complications ont en grande partie

disparu, la laine arrivant d'Europe toute filée et les ateliers de teinturerie ayant été transférés à Tunis.

Nous allons insister un peu sur deux des principales phases de la fabrication qui présentent un intérêt tout particulier.

Le Foulage. — Le foulage des chéchias qui est fait, comme nous l'avons déjà dit, à El Bathan, près de Tebourba, a donné lieu à des conflits incessants entre les chouachis avant sa rétrocession à l'Etat.

L'usine à fouler de Tebourba, construite sur la Medjerda par les Maures andalous, était administrée par l'amin, assisté du conseil des dix. La corporation très forte, au début, dirigée par des amins et un conseil dont les pouvoirs étaient considérables, exploita, sans doute, pendant longtemps ses usines à fouler sans que des contestations et des conflits trop graves se soient produits. Mais, les liens se relâchant peu à peu, l'autorité de l'amin et son intégrité diminuant, de violentes protestations se produisirent. Certains fabriquants dénoncèrent les passe-droits, les tours de faveur dont l'amin se rendait coupable ; des pétitions furent adressées au Gouvernement demandant une intervention énergique. Le calme se rétablit enfin mais, et ce fut la faute dont gémissent encore les vieux chouachis, l'amin et ses assesseurs firent don au Bey des excédents de recettes produites par le foulage. Désormais, l'indépendance de la corporation n'existait plus ; le pouvoir central, ayant droit aux excédents,

s'immisça de plus en plus dans l'administration du Bathan qu'il concéda même à un fermier. Bientôt les discussions reprirent au sujet de l'usine à fouler et les fabricants chouachis se divisèrent en trois partis, ainsi que le déclare l'amin dans une lettre adressée au premier ministre pour le mettre au courant de la situation¹.

« Les chouachis, dit-il, sont divisés en trois partis. Le premier veut l'abandon pur et simple du Bathan ; le second demande que le Bathan leur soit de nouveau attribué, dans la crainte de le voir concéder encore à un fermier qui les exploiterait ; le troisième parti s'abstient, craignant à la fois les frais et le fermier (1). »

L'Administration du Bathan ayant été rendue aux chouachis, de nouvelles discussions ne tardèrent pas à se produire et de nouvelles pétitions furent adressées au 1^{er} Ministre demandant la nomination d'un « oukil » du Bathan. Déférant à cette demande, le Gouvernement désigna comme administrateur Brahim Siala qui exerça ces fonctions jusqu'à sa mort en 1903.

Le privilège dont jouissaient les chouachis a été, non pas abandonné, c'est du moins ce que prétendent les fabricants, mais sa gestion seule a été laissée à l'Etat qui administre l'usine au profit des seuls chouachis et ne pourrait fouler pour un fabricant ne faisant pas

(1) 1^{er} Moharrem, 1275. Dossier du Bathan. Archives générales. G. Tunisien.

partie de la corporation. L'Etat est devenu le fermier d'une compagnie privée.

En 1895, il fut de nouveau question d'affermir l'usine du Bathan. Les chouachis protestèrent et une pétition signée par 101 patrons fut adressée au Gouvernement tunisien.

« Presque tous les fabricants, dit M. de Lamothe (1), ont protesté énergiquement contre l'intention de l'Administration qui, d'après eux, n'aurait pas le droit de disposer, malgré les fabricants, d'une usine qu'ils disent appartenir à la corporation très ancienne des chouachis ; ils ont ajouté que tout récemment, sans les consulter, et au grand détriment de leur industrie, on avait cru pouvoir aliéner l'usine de Djedeida et louer comme moulin à farine une partie de celle de Tebourba et que toutes les difficultés proviennent de l'insuffisance de l'unique foulon laissé à leur disposition.

Le conseil des dix convoqué par moi, a demandé que l'administration conserve la régie-directe, ajoutant qu'il était indispensable : 1° d'augmenter le nombre des caisses à foulon ; 2° d'imposer au régisseur le règlement ci-joint.

Au cas où l'administration serait décidée à affermer, voici le règlement à imposer au fermier proposé par l'amin et le conseil des dix.

(1) Rapport de M. de Lamothe, inspecteur des Contributions diverses, 13 janv. 1895 (archives, section d'Etat. Gouv. Tunisien).

ART. 1^{er}. — Obligation de délivrer à chaque fabricant un certificat extrait d'un livre à souche contenant le poids et le nombre des chéchias mises à l'entrepôt.

ART. 2. — Après le foulage, le fabricant pour retirer ses chéchias devra rapporter le certificat de dépôt et acquitter le droit.

ART. 3. — L'amin des chouachis et les 10 membres du conseil seront chargés de choisir le portefaix et de fixer les frais de transport devant leur revenir. Chaque patron sera libre de porter lui-même ses chéchias.

ART. 4. — L'amin et les dix pourront déléguer l'un d'entre eux pour exercer un contrôle dans le dépôt de Tunis et s'assurer que les chéchias sont expédiées à l'usine au fur et à mesure de leur arrivée en magasin,

ART. 5. — Le délégué pourra examiner la qualité du savon employé par le fermier.

ART. 6. — Le fermier et ses ouvriers devront se conformer, en ce qui concerne le travail du foulage, aux décisions de l'amin et du délégué des chouachis.

ART. 7. — En cas de perte ou de malfaçons dûment constatées par l'amin, le fermier devra rembourser aux fabricants lésés le prix de la marchandise. »

La gestion directe du foulage par l'Etat a été maintenue et constitue aujourd'hui, en fait, un véritable monopole.

« Toute (1) la comptabilité et, par suite, la gestion de ce monopole a été laissée à la direction des contributions diverses mais, pour des raisons techniques, l'usine relève de la direction des monopoles qui assume l'exécution matérielle du travail (arrêté du Directeur des Finances du 10 décembre 1895). L'usine est installée au Bathan, près de Tebourba, elle est mise en mouvement par la chute de la Medjerda au barrage existant à cet endroit. Cette chute actionne les foulons par l'intermédiaire d'une turbine de la force de dix chevaux.

L'usine comprend cinq foulons (3 grands et 2 petits) mais en marche normale, 2 grands et 1 petit seulement, sont mis en mouvement. L'entrepreneur chargé de la direction du travail reçoit de la direction des contributions diverses, les chéchias brutes ; il les traite par un premier foulonnage à l'eau chaude pour les dégraisser complètement, puis par un foulonnage à l'eau chaude savonneuse pour le foulage proprement dit ; il les retourne à la direction des contributions diverses après séchage. L'usine traite, en marche normale, 200 kilog. de chéchias environ par journée de 12 heures. Les fabricants de chéchias paient une redevance de 0 fr. 90 par kilog. de chéchias foulées. Le bénéfice moyen réalisé par l'usine est d'environ 60 % du montant des recettes provenant de cette redevance. »

(1) Les Monopoles tunisiens en 1907. Grezel et Monge, inspecteurs en monopoles.

Les chéchias, une fois foulées, comme nous venons de le voir, reviennent à Tunis où elles sont alors soumises à l'opération de la carde et de la tonte.

Le cardage, qui a pour but de donner à la chéchia le duveté nécessaire, s'effectue au moyen de deux instruments assez primitifs en usage depuis l'arrivée des Andalous : le dabnina et la zouze.

Le dabnina consiste en deux chardons (1) de sorgo enfilés sur deux tiges de fer reliées entr'elles.

L'ouvrier appuyant la chéchia sur son genou, la frotte régulièrement jusqu'à ce qu'elle ait acquis le velouté nécessaire. Les deux chardons tournent autour des axes de fer qui les traversent et arrachent avec leurs piquants de petits morceaux de feutres, faisant ainsi disparaître les rugosités. L'opération est ensuite renouvelée mais avec la zouze cette fois, composée de deux instruments distincts, avec laquelle on termine le travail.

Les chardons (2) se couvrant rapidement de fils de

(1) Ces chardons proviennent presque exclusivement d'El Alia, petite localité entre Tunis et Bizerte, fondée par les Andalous. La tige doit avoir au minimum 1^m50 de longueur. La vente a lieu au fondouk du Cardonne près de Bab Carthagène. Le prix du paquet varie entre 1,50 et 15 fr. (Pétition au 1^{er} Ministre demandant la fixation du prix du chardon) (N° 1608. Chouachis. Archives générales. Gouv. Tunisien).

(2) Chaque chardon est divisé en quatre parties, qui sont : *la bi*, *la mido*, *la trimido*, *la cabissa*. — Cf. Plainte d'un M. Rivals, transmise par le Consul de France au premier Ministre. reprochant à l'amin de s'opposer à l'achat de cardons par le plaignant. 3 sept. 1835 (*Archives générales*)

laine qui arrêtent le travail ; on les nettoie au moyen de la *candita*, morceau de cuir sur lequel sont fixés quantité de fil de fer très court qui arrachent les brins de laine attachés au chardon. Le cardage (*cardich*) est divisé en trois moments, suivant le degré d'avancement du travail, que l'on désigne sous le nom de *boutare*, *abakare*, *afinare*.

La tonte s'effectue au moyen des grands ciseaux. Le grand ciseau (*mkass*) très lourd et difficile à manier est appuyé sur la *chéchia* posée sur le genou et maintenue de la main gauche ; avec la main droite, l'ouvrier ouvre et ferme le ciseau qui coupe les fils au ras du feutre. La partie supérieure du ciseau porte le nom de *mâchio*, la partie inférieure de *hambra* ; sur la lame supérieure sont fixés des barres de cuivre (*borritche*) destinées à augmenter le poids du ciseau. La *binsich* (pince) sert à arracher les mauvais fils et une pince d'une autre genre, la *jobbard*, à tirer les bords de la *chéchia*. Ce sont les principaux instruments employés pour la carde et la tonte des *chéchias* (1). Ces diverses opérations sont renouvelées après la teinture de la *chéchia* qui est ensuite placée pour quelques heures

(1) Un grand nombre d'autres instruments que nous ne pouvons tous citer ont des noms absolument Andalous. *Mita* (instrument servant à trouer le chardon) ; *cornilla* (sommet de la *chéchia*) ; *bourdi* (bords de la *chéchia*) ; *quartilla* (morceau du parchemin que l'on met entre les bords de la *chéchia*) ; *founda* (petit morceau de carton placé au fond de la *chéchia*), etc.

sur une forme spéciale en terre cuite, le batrone ; soigneusement pliée, elle ensuite serrée entre deux planches spéciales, fardo, que l'on met sous presse pendant 7 à 8 heures. La chéchia munie de son gland, peut ensuite être mise en vente ou exportée en Egypte ou en Tripolitaine.

Les noms des divers instruments que nous avons cités prouvent à l'évidence l'origine de la corporation. Ce sont presque tous des noms d'origine espagnole, n'ayant presque aucune analogie avec la langue arabe et qui ne sont compris que des fabricants eux-mêmes qui répondent, quand on leur demande l'origine du mot, qu'il n'est pas un mot arabe et que cela vient d'Andalousie.

A leur retour, d'El Bathan, les chéchias devaient autrefois être examinées par l'amin (au moyen d'échantillons, bien entendu), qui pouvait en cas de malfaçon refuser le travail. Sa décision ne pouvait donner lieu à aucun recours. On comprend les résistances auxquelles se heurterait aujourd'hui l'amin, s'il voulait exercer ses droits, le monopole du foulage appartenant, en fait, à une administration française.

Les Marques de fabrique

Les fabricants de chéchias tunisiennes ont non seulement le droit de posséder une marque de fabrique spéciale, mais y sont même tenus pour exercer leur

profession. Ces marques dites « nichams » sont appliquées sur toutes chéchias de fabrication tunisienne et particulièrement sur celles qui sont destinées à l'exportation. La consommation locale est en effet de minime importance, les chéchias fabriquées dans la Régence, étant surtout destinées à l'Arabie, l'Asie Mineure et surtout l'Egypte où tout bon fellah, fidèle serviteur du Prophète, achète au moment de son mariage une chéchia tunisienne qui doit lui durer toute sa vie.

Cette réglementation si minutieuse de la fabrication dont nous avons dit quelques mots, a eu, à côté de complications souvent nuisibles, un résultat des plus heureux.

Assurant une fabrication des plus soignées, elle a permis à la chéchia tunisienne d'acquérir une renommée presque universelle.

Dans tout l'Orient, de l'avis unanime des Arabes, aucune chéchia n'est comparable à la chéchia tunisienne (1).

Certains fabricants ayant acquis une réputation toute particulière, leurs produits faisaient, en quelque sorte, prime sur le marché des chéchias, et aussitôt, conséquence logique du succès, la contrefaçon se multiplait. Les fabricants rivaux ne reculaient devant aucun

(1) Les fez de Constantinople de première qualité portent le nom de « Tounissy » quoique aucun ne provienne de la Régence qui ne fabrique pas le fez. Cela indique bien le renom de la fabrication du pays.

moyen pour usurper la marque du fabricant en vogue, et tout particulièrement, quand ils avaient le bonheur de porter le même nom de famille que leurs concurrents plus heureux. Ils donnaient aussitôt à l'un de leurs enfants le petit nom de leur rival. Des procès sans nombre s'étant produits à ce sujet, nous étudierons sommairement la législation en vigueur.

La marque de fabrique, d'après la corporation des chouachis, avec le nom qui en est une des parties essentielles, se transmet, de père en fils, par ordre de primogéniture. Le fils aîné a seul droit à la marque paternelle alors même qu'il porterait un petit nom différent ; les filles n'y ont jamais droit.

En cas d'extinction de la branche aînée, la propriété en revient à la branche cadette, etc. Néanmoins les descendants mâles, autres que le fils aîné, ont le droit de se servir de la marque paternelle, mais à leur nom, et en y introduisant des modifications qui ne puissent prêter à confusion, ce qui est essentiellement une question de fait. Ces marques doivent être déposées au répertoire de la corporation chez l'amin (1) et chez le cheik el Medina.

Quand un chouachi demande à être nommé patron, il adresse à l'amin le fac-simile de la marque dont il

(1) Décret du 12 mars 1884 (art. 7). Les chouachis ne pourront se servir d'aucune marque de fabrique qu'autant qu'ils en auront reçu l'autorisation de S. A. le Bey. Cette marque devra être déposée chez l'amin et ne sera appliquée que sur les chéchias tunisiennes.

veut s'assurer la propriété ; celui-ci la fait circuler dans les souks afin de la faire connaître à tous les fabricants et de permettre aux protestations de se produire.

Si aucune réclamation ne s'élève, la demande d'autorisation est transmise, comme nous l'avons dit, à l'Ouzara. Un décret beylical autorise l'usage de la marque investissant en fait un nouveau patron.

Mais, comme pour les formalités d'accession à la maîtrise, celles relatives à la marque disparaissent pour un fils de fabricant. Il n'a besoin d'aucune autorisation pour se servir de la marque de son père et, s'il n'est pas le fils aîné, il doit simplement la modifier et en effectuer le dépôt chez l'amin et le cheik el Medina, conformément à la loi de 1884.

S'il est vrai qu'une fois déposées les marques ne peuvent plus être modifiées, un père de famille peut cependant doter lui-même un de ses enfants en bas-âge d'une marque spéciale pour l'exploiter ensuite en son nom.

On voit de suite combien cette disposition coutumière peut favoriser les fraudes et les usurpations. Un procès (1) très intéressant a eu lieu à ce sujet entre

(1) Jugement définitif du Tribunal civil du 11 mars 1908. Les tribunaux français ont été saisis quoique les parties fussent indigènes en raison du dépôt des marques au greffe du Tribunal civil. Décret du 3 juin 1889 modifié par le décret du 22 oct. 1892. Cf. Jugements de l'Ouzara, 11 fév. 1896 ; 6 sept. 1901 ; de l'Orf, 7 Canda 1281.

deux riches fabricants de chéchias, Ali Lakhoua et Hamouda Lakhoua.

L'amin des chouachis ayant été consulté sur ce point de coutume par l'intermédiaire du cheik el Medina, a envoyé la réponse suivante que nous transcrivons à titre documentaire :

« Louanges à Dieu. Faveurs et protections sur le Prophète de Dieu. Au Magnanime (et autres épithètes laudatives) le colonel Sidi Mohammed Essadok Ghileb Cheik el Medina puisse Dieu l'avoir en sa garde. Ainsi soit-il.

« Que le salut soit sur vous, accompagné de la miséricorde et des bénédictions de Dieu. »

« J'ai reçu votre lettre datée du 30 douhlidja dernier, dans laquelle vous me demandez ce que décide la coutume des chéchias en cas d'existence de marques de fabrique (nicham) au nom d'enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de la majorité, conformément à la demande de l'Ouzara. En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la coutume de la corporation des fabricants de chéchias décide que chacun des patrons de cette corporation qui a une marque de fabrique peut extraire de sa marque un ou plusieurs signes pour le ou les faire passer au nom de ses fils ou de ses petits-fils en bas-âge, n'eussent-ils pas atteint l'âge du discernement. Le signe distinctif, ainsi extrait de la marque de fabrique originaire, est considéré lui-même, d'après la coutume, comme une marque de

fabrique attribuée à son titulaire, n'eut-il pas atteint l'âge de la majorité.

« Puissiez-vous rester sans cesse à la garde de Dieu.

« Salut de la part de celui qui ne peut se passer de son Dieu Très-Haut, son serviteur.

« Mohammed Elamine Elkhalsi, amin des chouachis.
Le 16 février 1907. »

L'héritier peut-il vendre sa marque ? Tous les notables répondent par la négative ; la marque est une sorte de fief inaliénable dont le possesseur ne peut dépouiller ses héritiers.

L'amin des chouachis déclare qu'un fabricant peut vendre sa marque pour la durée de sa vie mais la chose est contestée par la plupart des notables qui affirment que le fabricant n'a que le droit de s'associer pour son exploitation ; encore doit-il toujours rester personnellement responsable, ce qui rendrait, par conséquent, impossible la constitution d'une société anonyme.

La loi de 1884 a voulu empêcher les contrefaçons des marques tunisiennes que l'on apposait même parfois sur les chéchias étrangères importées en Tunisie. Voici en effet les principales dispositions du décret du 12 mars 1884 :

(1) 3 Hajja 1297. Lettre de l'amin des chouachis Assouna el Ouzir au premier ministre, demandant que les chéchias de provenance étrangère soient vendues dans des endroits désignés pour éviter un préjudice grave aux fabricants tunisiens (*Arch. génér. Gouv. Tunisien*).

« La marque de fabrique dite « nicham », appliquée sur les chéchias tunisiennes étant destinée à les distinguer des chéchias de fabrication étrangère, toutes les chéchias importées sur lesquelles sera appliqué ledit nicham, seront réputées contrefaites et l'auteur de la fraude sera poursuivi pour contrefaçons.

Art. 5. — Les chéchias étrangères portant le nicham Tunisien seront saisies à la douane. Cette disposition sera en vigueur à dater du 14 ramadam 1301 (8 juillet 84).

« ART. 6. — Les marchands ne chéchias qui donneront frauduleusement le nom de chéchias tunisiennes aux produits de l'industrie étrangère seront poursuivis comme il est dit à l'art. 3. »

Cette réglementation a rendu désormais impossible la concurrence déloyale faite pendant longtemps aux produits locaux dans le pays même, par les chéchias étrangères.

Avenir de la corporation.

Les chouachis, malgré leur constitution purement coutumière et à cause de cette constitution même, dirons-nous, sont restés pour ainsi dire figés dans les formes du passé. Ils n'ont pas compris qu'à une civilisation nouvelle devait correspondre des méthodes nouvelles et avec l'inertie orientale trop souvent

opposée à tout effort, à toute tentative de transformation, si nécessaire soit-elle, ils se sont inclinés devant ce qu'ils considèrent comme l'inéluctable en prononçant leur traditionnel mektoub.

Non contents de ne rien faire par eux-mêmes, les vieux chouachis se sont opposés avec toute l'énergie dont ils sont capables, aux tentatives de transformation tentées par quelques jeunes fabricants soutenus par l'Administration française.

Les jeunes chouachis ont d'ailleurs non seulement pour but de rénover les procédés de fabrication, mais aussi de se libérer à tout jamais du contrôle que l'amin et les dix prétendent encore exercer. La liberté absolue du commerce et de l'industrie qu'ils voient triompher partout autour d'eux leur semble l'idéal auquel ils doivent à tout prix parvenir, véritable panacée, pensent-ils, qui améliorera les produits obtenus, augmentera la production, la vente locale, l'exportation et fera tomber sur eux une véritable pluie d'or.

La tradition et les usages de nos ancêtres infiniment respectables ne doivent pas nous empêcher, disent les jeunes, d'adapter nos procédés de fabrication aux exigences économiques contemporaines. Evoluer ou disparaître tel est, en réalité, le dilemme qui s'impose à nous.

Le conflit actuel se borne en fait à ces deux revendications principales :

Abandon de l'antique usine du Bathan et installation du foulage à Tunis ;

Liberté absolue de la teinturerie.

La Medjerda est aujourd'hui beaucoup plus que par le passé sujette à des crues violentes qui, endommageant le barrage et les foulons, entraînent parfois des arrêts de plusieurs mois. Les chéchias s'accumulent dans les entrepôts, arrêtant ainsi en fait le développement de la production. L'établissement du foulage à Tunis aurait pour résultat une économie très notable de frais de transport et assurerait d'une manière normale cette partie si importante de la fabrication.

Les chouachis notables (1), l'amin et les dix, s'indignent violemment contre les sacrilèges qui ont pu songer à la suppression du Bathan qui assure aux chéchias tunisiennes leur prospérité. L'eau de la Medjerda possède, d'après eux, des qualités spéciales qui donnent aux chéchias une finesse que ne pourront jamais acquérir celles qui seront foulées à Tunis. Plusieurs expériences ont été faites et chaque fois l'amin et les dix ont reconnu les chéchias foulées à Tunis qui avaient cependant été préalablement mêlées aux chéchias foulées au Bathan.

Devant l'opposition irréductible de l'amin et des dix, il fallut saisir le Conseil des Ministres (2) de

(1) Cf. Un intéressant article de M. Zaouche dans le *Tunisien* du 4 fév. 1909. « Jeunes et vieux chouachis ».

(2) Lettre du premier Ministre au Cheik el Medina, 22 fév. 1891. « La création d'un atelier de teinture de chéchias à Tunis a été également autorisée avec le maintien intégral de l'atelier de Zaghouan. L'installation du nouvel atelier sera faite aux frais de la caisse des

l'affaire. Après avoir entendu les explications des deux partis, le Conseil a décidé, il y a quelques semaines, que les deux modes de foulage continueraient à subsister, les fabricants chouachis étant libres de choisir entre le foulon du Bathan et celui installé depuis peu à la direction des monopoles.

C'est en 1891 que fut autorisée la création à Tunis d'un atelier de teinturerie avec le maintien de celui de Zaghouan.

Cette solution mixte, analogue à celle qui vient d'être prise en ce qui concerne le foulage, ne pouvait concilier les deux tendances opposées. Elle donna lieu au contraire à de nouveaux conflits, après avoir entraîné la disparition rapide des ateliers de Zaghouan.

Un israélite ouvrit, en effet, bientôt, à Tunis une teinturerie indépendante fonctionnant hors du contrôle de l'amin qui ne put cependant en obtenir la ferme-ture, le négociant dont il s'agit étant justiciable des tribunaux français.

Tout récemment encore, un nommé Si Hamida Delladji, musulman cette fois, ouvrait à son tour un atelier de teinturerie. L'amin intervint aussitôt énergiquement, mais ses efforts sont restés inutiles ; à la suite d'un long procès il n'a pu, en l'absence de textes

chouachis et sous la direction du nouvel amin. Le fonctionnement de cet atelier restera, comme par le passé, dans les attributions de l'amin. » (Section d'Etat. Dossier 4. Arts et Métiers).

écrits et malgré les témoignages unanimes, obtenir l'observation des règles coutumières.

La vieille corporation tunisienne paraît donc très compromise et disparaîtra bientôt, si aucune intervention ne se produit, devant l'esprit d'indépendance dont sont animés la majeure partie de ses membres.

Les *chouachis*, qui pendant longtemps ont vécu dans la prospérité, presque dans l'opulence, ont vu, disent-ils, depuis 50 ans environ, leur industrie périliter de jour en jour davantage. Cette affirmation est-elle réellement fondée ? Quels seraient, dans ce cas, les moyens de rendre à cette industrie si intéressante une prospérité nouvelle ? Voilà ce qu'il nous reste à examiner.

Il y a eu certainement, croyons-nous, une diminution dans la prospérité de l'industrie des *chéchias* tunisiennes. Mais la restriction de la consommation qui en a été, dit-on, la cause, n'a pas eu l'importance qu'on lui attribue.

L'abandon de la *chéchia* par la jeunesse intellectuelle contemporaine pour le *fez*, qui paraît être le signe de ralliement de tous ceux qui aspirent à un idéal nouveau et veulent embrasser en partie les idées européennes, n'a pu avoir qu'une répercussion assez faible sur la production. Les clients habituels de la *chéchia* tunisienne, les *bedouins*, les *fellahs égyptiens*, lui restent fidèles et les demandes paraissent même augmenter sensiblement.

Le docteur Peyssonnel évaluait la production totale de la Régence, en 1724, à 40,000 douzaines, occupant environ de 15 à 20,000 ouvriers.

Sir Grenville Temple (1), en 1835, évaluait aussi à 20,000 le nombre des personnes occupées par l'industrie des chéchias. Si le nombre des ouvriers employés a certainement considérablement baissé, cela n'implique en rien la diminution de la production, la simplification de certains procédés ayant entraîné une réduction de personnel considérable.

Si l'on étudie les statistiques à partir de 1864, on constate bien au contraire une augmentation notable, surtout depuis quelques années, des exportations et de la production générale ; la concurrence autrichienne

(1) *Excursions in the Mediterranean. Algier and Tunis by the, Mayor Sir Grenville Temple*, en 1835, p. 169 : « La principale industrie du pays est celle de la chechia, bonnets rouges, qui emploie dit-on, 20 000 personnes ; ces bonnets sont magnifiques et spéciaux au pays, toutes les tentatives pour les imiter ont échoué ; la fabrication est très longue et certains bonnets sont si fins qu'ils coûtent 5 dollars ; particularité intéressante, tous les instruments employés portent des noms espagnols. Le bey en envoie un certain nombre au Sultan, en cadeau pour ses troupes. Page 289. La plus grande partie des habitants de Zaghouan sont adonnés à la teinturerie des bonnets rouges de Tunis. Ses eaux ont une vertu particulière qui donne aux bonnets un brillant tout spécial et les empêche de se faner ; c'est à cause de ces circonstances fortuites que ces bonnets ont acquis une telle réputation et qu'ils n'ont jamais pu être imités. Avant de les teindre on les fait bouillir pendant une journée dans de l'eau aluminée. La teinture employée est le kermès auquel on ajoute, pour les chéchias les plus fines, une portion de cochenille ».

dont on fait tellement état et qui serait, au dire de la plupart des chouachis, la véritable cause de la décadence de leur industrie, n'ayant pas une importance si considérable qu'elle mette en péril l'existence ou la prospérité de l'industrie locale.

Si nous consultons les statistiques les plus récentes, nous voyons d'abord que le principal pays importateur n'est pas l'Autriche mais la France. L'Autriche ne peut concurrencer les chéchias françaises en raison du droit de 0 fr. 35 pièce qui frappe les chéchias d'origine autrichienne à leur entrée dans la Régence.

Voici les chiffres d'importation des chéchias étrangères depuis 1902 :

IMPORTATIONS

ANNÉES	FRANCE	AUTRICHE	NOMBRE TOTAL	VALEUR EN FRANCS
1902....	32.096 (unités)	24.421	59.494	54.000
1903 ...	116.747	27.288	145.467	99.117
1904....	84.345	24.000	109.155	124.695
1905 ...	21.576	9.924	32.265	28.510
1906....	28.034	3.426	31.941	39.024
1907 ...	72.545	5.826	79.395	96.000

Nous voyons que ces importations n'ont pas une importance bien considérable, surtout si l'on considère la valeur en francs. Les valeurs indiquées dans cette

statistique sont parfois un peu déconcertantes, le prix d'une chéchia autrichienne (ou étrangère quelconque) au détail dans le commerce, est d'environ deux francs.

Si nous considérons maintenant l'exportation des chéchias tunisiennes, les chiffres sont encore plus probants et démontrent une augmentation régulière qui a doublé en 20 ans depuis 1886.

EXPORTATIONS (1)

ANNÉES	KILOG.	VALEUR
1886.....	»	347.000 fr.
1887.....	»	271.000
1888.....	»	313.000
1889.....	»	349.000
1890.....	»	367.000
1891.....	»	484.000
1902.....	24.000	534.663
1903.....	35.000	578.232
1904.....	39.000	696.310
1905.....	34.000	882.919
1906.....	38.000	668.969
1907.....	45.000	769.593

(1) Ces chiffres, comme les précédents, nous ont été fournis par la direction du Commerce et de l'Industrie. Il eut été intéressant d'avoir les chiffres antérieurs à 86, mais ils nous a été impossible de nous les procurer, ils n'existent d'ailleurs probablement pas.

Il n'y a pas lieu, croyons-nous, en face de ces chiffres, de crier à la décadence de cette industrie et de déclarer que la concurrence étrangère aura bientôt fait de ruiner les chouachis si l'on ne prend rapidement des mesures de protection presque prohibitives.

Si nous examinons les statistiques de la production fournies par la direction des monopoles au moment du foulage, nous constatons là aussi une augmentation indéniable. L'exportation accapare d'ailleurs, en grande partie, la production locale.

NOMBRE DE CHÉCHIAS FOULÉES

ANNÉES	POIDS	DOUZAINES
1896..	30.250 kilog. =	13.339 douzaines.
1897..	32.313 —	14.806 —
1898..	37 001 —	16.969 —
1899..	57.892 —	28.764 —
1900..	39.977 —	21.203 —
1901..	45.332 —	23.716 —
1902..	39.014 —	19.990 —
1903..	54.260 —	28.038 —
1904..	64.809 —	34.117 —
1905..	42.241 —	22.696 —
1906..	54.381 —	28.325 —
1907..	59.518 —	32.821 —
1908..	49.193 —	28.115 —

Si donc, comme nous croyons pouvoir l'affirmer (ce que prouve d'ailleurs les statistiques que nous avons citées), cette industrie loin de périliter, est en progression, lente peut-être mais continue, d'où proviennent les doléances des fabricants chouachis qui, presque sans exception, proclament la décadence de leur industrie ?

Les véritables motifs de cet état de chose peuvent se ramener à deux causes d'ordre absolument général d'ailleurs : l'accroissement des besoins et l'augmentation des prix.

Au contact de la civilisation française, mille besoins, mille commodités nouvelles auxquels on n'avait jamais songé, sont devenus indispensables, entraînant parfois une augmentation considérable de dépenses.

Les prix très bas, au début de l'occupation française, se sont élevés avec une rapidité prodigieuse, égalant presque aujourd'hui ceux de la Métropole. Il eût fallu, pour compenser ces dépenses nouvelles, une augmentation corrélative des revenus, ce qui ne s'est pas produit. Dans l'impossibilité de vivre aussi largement que par le passé, ne pouvant s'en expliquer les véritables motifs, les chouachis se persuadent que la situation parfois précaire dans laquelle ils se trouvent provient uniquement de la concurrence étrangère.

Ignorant complètement le mécanisme de la répercussion des prix, les fabricants supportent intégralement les charges nouvelles qui leur incombent sans

songer à les faire supporter, en partie, par les consommateurs, d'où la crise profonde dont souffrent les chouachis et la colonie toute entière.

Diminuer le coût de production de la chéchia tunisienne, en lui conservant les qualités qui font sa réputation, voilà le seul moyen de remédier à la crise que subissent les fabricants chouachis.

Les voyages sans nombre que devaient accomplir les chéchias ont aujourd'hui, comme nous l'avons déjà dit, beaucoup diminué, en raison de l'achat de la laine toute filée. La teinture et le foulage peuvent aussi maintenant être terminés sans quitter Tunis. Il serait peut-être encore possible, sans diminuer en rien les qualités de la chéchia, de modifier certains procédés en usage, en ce qui concerne la carde et la tonte par exemple, faits entièrement à la main.

Les droits de foulage nous paraissent aussi véritablement exorbitants ; ce n'est plus seulement le prix d'un service rendu, mais un véritable impôt, un monopole que rien ne peut justifier que l'on établit ainsi.

Le bénéfice net de 60 % réalisé actuellement par l'Etat pourrait facilement, nous semble-t-il, être abaissé au moins des deux tiers.

LES TISSERANDS

Le tissage a existé en Tunisie dès la plus haute antiquité. Comme le dit très justement le grand historien arabe Ibn Khaldoun (1), dans le chapitre de ses *Prolégomènes* qu'il consacre aux arts et aux sciences. Si les industries de luxe exigent pour naître et se développer un degré de civilisation déjà avancé et l'existence de villes populeuses, l'industrie du tissage, répondant à un des besoins primordiaux de l'être humain, devait exister même chez les peuplades nomades les moins civilisées.

Les Arabes acquirent rapidement une grande habileté dans la confection des étoffes de laine et de coton et, dès les premiers siècles de l'Islam, sous les Aghlabites, la corporation des tisserands occupait une des premières places dans les corps de métiers, déjà prospères, de Kairouan (2).

(1) Cf. Ibn Khaldoun. *Prolégomènes*, t. II.

(2) Kairouan, fondé en 669 par Sidi Okba, le grand conquérant arabe de l'Afrique du Nord, était devenu la capitale du pays. Ce ne fut d'ailleurs que vers 708 que la conquête fut définitive, la grande révolte des Berbères ayant permis de refouler pendant quelques années l'invasion arabe. Les envahisseurs reparurent en 696 et, après 5 ans de lutte, la Kahina (reine des Berbères de l'Aures) fut définitivement vaincue.

En proie à des luttes intestines fréquentes, peuplée, sauf dans un petit nombre de grandes villes, d'agriculteurs et de soldats ; la Tunisie, malgré quelques périodes exceptionnellement brillantes, durant lesquelles le commerce et l'industrie ont atteint un développement considérable, n'a cependant jamais pu rivaliser avec les régions des khalifats de Bagdad ou de Cordoue.

L'industrie séricicole resta pendant longtemps presque inconnue des habitants de l'Ifrikia ; ce furent les Maures andalous qui exécutèrent les premières grandes plantations de mûriers et initièrent (1) les habitants du pays à la fabrication de ces étoffes de soie si brillantes et si légères qui ne devaient pas tarder à se répandre dans tout le Maghreb.

D'une civilisation bien supérieure à celle des populations tunisiennes, les Andalous introduisirent dans le pays la nouvelle industrie sans changer en rien les règles qu'ils observaient en Espagne où la fabrication des soieries avait atteint un développement incomparable.

Le tissage des étoffes est réparti entre trois corpo-

(1) Cf. Pavie. *Histoire de la Tunisie*. « Ces Maures d'une civilisation plus raffinée, apportèrent avec eux dans leur nouvelle patrie l'industrie séricicole ». Alphonse Rousseau. *Annales Tunisiennes* (p. 36) : « Ils (les Andalous) donnèrent un grand développement à la culture séricicole, et fondèrent, indépendamment de plusieurs établissements d'utilité publique, de nombreuses villes ou villages ».

ractions bien distinctes ayant chacune un souk et un amin qui lui est propre.

Nous n'étudierons ici en détail que les tisserands d'étoffe de soie qui constituaient avec les chouachis un des corps de métiers les plus prospères et les plus estimés de la Tunisie.

Les Apprentis (sâna).

Comme dans toutes les corporations, nous trouvons, chez les tisserands, la division coutumière entre apprentis, compagnons et maîtres.

L'apprentissage commence, en général, chez les tisserands, vers les 8 ou 10 ans, quoiqu'il n'y ait aucune règle fixe à ce sujet.

L'enfant, présenté à son patron par son père ou un des membres de sa famille, commence par remplir, dans l'atelier, les fonctions les plus modestes ; c'est lui qui fait les courses, tourne le rouet ou brosse la chaîne que l'ouvrier va tramer ; il accomplit, en résumé, toutes les besognes accessoires qui ne nécessitent pas de connaissances spéciales ; il s'accoutume ainsi, peu à peu, au mécanisme de la fabrication, apprend les termes techniques en usage, tout en rendant à son maître quelques légers services.

Il reçoit, pour cela, une faible rémunération variable avec la générosité du patron, mais atteignant rarement 5 à 6 sous par jour.

Pendant cette première période, l'apprenti ne manœuvre que très rarement un métier, et jamais pour plus de quelques instants, sous la surveillance attentive du patron ou d'un ouvrier d'élite.

Lorsque la conduite de l'apprenti et son application ne laissent rien à désirer, le patron peut, de sa propre autorité et sans avoir à consulter qui que ce soit, l'élever au grade de demi calfat (1).

Ce n'est guère, en fait, qu'à ce moment que commence pour l'enfant le véritable apprentissage. Chargé d'un métier, sous la direction d'un calfat expérimenté, il apprend alors par lui-même la fabrication et commence, suivant l'expression populaire, à voler de ses propres ailes. Il n'est pas d'ailleurs absolument abandonné à son initiative personnelle, loin de là. Placé sous la direction d'un ouvrier responsable de son travail, il reçoit sans cesse les conseils et l'aide dont il peut avoir besoin et ne tarde pas, s'il est travailleur et possède quelque aptitude professionnelle, à devenir un excellent ouvrier.

Son salaire n'est cependant guère plus élevé qu'à l'époque où il n'était encore qu'un petit apprenti. Le calfat chargé de son éducation ayant le droit de percevoir la moitié de ce salaire en raison de sa responsabilité et de la perte de temps considérable que lui fait éprouver cette surveillance de tous les instants.

(1) Cet intermédiaire entre l'apprenti et l'ouvrier, qui n'existe pas toujours chez les chouachis, est obligatoire chez les tisserands.

La durée de ce nouvel apprentissage, qui n'est nullement fixé par la coutume, varie suivant les aptitudes et l'application du jeune apprenti.

Le patron, comme cela se passait d'ailleurs dans nos corporations françaises, est tenu de donner à son apprenti les connaissances professionnelles nécessaires pour en faire un bon ouvrier ; il ne pourrait le renvoyer sans motifs. S'il s'est rendu coupable de fautes graves, le patron doit faire constater la chose par l'amin de la corporation et les principaux patrons ; c'est seulement alors qu'il peut renvoyer son apprenti. Celui-ci n'a d'ailleurs pas, non plus, lui-même le droit de quitter son maître avant d'avoir terminé son apprentissage.

L'article 3 du décret de Djoumada Ettania 1292 (h) (1875), qui n'a fait que préciser les règles coutumières, porte en effet :

« L'apprenti ne peut quitter son patron avant d'avoir terminé son apprentissage. Il peut être renvoyé s'il a causé un préjudice grave à son maître, préjudice reconnu par l'amin et la réunion des patrons. »

Lorsque le calfat juge que son élève connaît suffisamment les règles du métier pour l'exercer sans son assistance, il en prévient aussitôt le patron. Celui-ci travaillant souvent lui-même à l'atelier connaît généralement assez bien son apprenti pour le nommer aussitôt ouvrier. Il n'y a pour cela, ni examen, ni autorisation à demander à qui que ce soit. Une petite fête

à laquelle sont toujours invités l'amin et l'ouvrier qui a dirigé l'apprenti, marque seule cette sorte d'avancement.

Lorsqu'un patron refuse de nommer un demi-calfat ouvrier en titre, celui-ci peut porter plainte à l'amin.

Une enquête très sérieuse est aussitôt ouverte ; l'amin s'entoure de tous les renseignements désirables et peut, s'il le juge nécessaire, faire travailler le demi-calfat en sa présence pour se rendre compte par lui-même de ses capacités réelles. Il s'agit là, d'ailleurs, d'une simple question de fait dont l'amin est seul juge et qui ne peut donner lieu à aucune voie de recours. Si l'enquête est favorable à l'apprenti, l'amin peut obliger le patron à payer au demi-calfat le salaire d'un ouvrier en titre.

Le Calfat

Les ateliers de tissage tunisien ne ressemblent en aucune manière aux grandes usines européennes. L'ouvrier est obligé de se contenter d'un modeste métier d'une mécanique fort simple qu'il manœuvre lui-même.

Travaillant généralement avec son maître qui connaît le métier aussi bien, sinon mieux que lui, il ignore l'hostilité violente qui sépare les patrons et les ouvriers d'Europe. Les mots de capital et travail sont pour lui absolument vides de sens, dans l'acception

qu'on leur donne tout au moins dans la lutte des classes.

Bien que le calfat tunisien ne soit pas, comme le valet du Moyen-âge, le commensal de son maître, il ne lui est pas moins attaché par des liens encore plus forts que ceux qui peuvent naître entre personnes partageant le même pain et travaillant à la même tâche.

Généralement sans fortune, l'ouvrier tunisien reçoit en effet, de son maître, de petites avances et parfois même, dans les circonstances les plus importantes de sa vie, des sommes assez considérables, à l'époque de son mariage notamment.

Il en résulte, entre patrons et ouvriers, une situation toute particulière dont nous devons dire quelques mots.

Le patron ne peut jamais exiger le remboursement des avances qu'il a faites à l'ouvrier, mais celui-ci, de son côté, ne peut cesser le travail ou quitter l'atelier sans avoir éteint sa dette. Le patron refuse parfois les remboursements partiels qui lui sont offerts et, dans ce cas, l'amin peut intervenir, à la demande de l'ouvrier, et obliger le patron à retenir, sur le salaire qu'il doit payer à son calfat, une petite somme qui finit au bout de quelque temps par le libérer entièrement. Mais, dans la généralité des cas, le remboursement par fraction n'a pas lieu. Il ne faudrait pas en conclure que l'ouvrier est à jamais attaché à son maître et que

sa situation corresponde à un servage déguisé. S'il est vrai que l'ouvrier puisse être contraint au travail, cela ne nous semble que très naturel, du moment qu'il est débiteur de son patron.

Il est d'ailleurs très facile à un ouvrier travailleur et intelligent de changer de maître en ayant recours à la formalité suivante.

Le calfat s'entend avec un autre patron qui consent à rembourser à son collègue la dette de l'ouvrier qui se trouve ainsi, en vertu de cette espèce de subrogation, libéré envers son ancien maître et engagé envers celui qui vient d'acquitter sa dette (1).

Cette convention particulière constatée par l'amin, en présence des parties en cause, est inscrite sur un registre spécial dont les mentions font foi en justice quand la somme dont il s'agit ne dépasse pas 60 fr. Pour les sommes plus importantes, le contrat doit être passé par devant notaires (2).

L'ouvrier endetté peut ainsi changer plusieurs fois de maître, s'il offre, par son travail et son honnêteté, des garanties suffisantes. Il ne peut d'ailleurs jamais y avoir de brusque rupture du contrat de travail, l'ouvrier étant tenu de terminer la tâche commencée

(1) C'est une situation présentant de grandes analogies avec le khammessa. (Ouzara, 14 oct. 87). L'agriculteur qui engage un khammès demeuré débiteur d'un précédent patron, doit être contraint à désintéresser ce dernier, sauf son recours.

(2) Les notaires doivent toujours instrumenter au nombre de deux.

et de prévenir l'amin de son intention de quitter son patron. L'article 2 de Djoum ada Ettania 1292 h. déclare en effet :

« L'ouvrier ne peut quitter le patron chez lequel il travaille qu'après avoir terminé la besogne qu'il a en main. Son départ doit être constaté à l'avance par l'amin. »

Le travail a généralement lieu à la tâche sans que le salaire d'un bon ouvrier ne dépasse en moyenne 2 fr. par jour.

La Maîtrise

Aucune durée particulière de stage ⁽¹⁾ n'est exigée du calfat qui veut parvenir à la maîtrise. Il doit adresser une demande à l'amin de la corporation. Celui-ci procède à une enquête approfondie sur les qualités professionnelles et morales du postulant. L'avis du patron de l'ouvrier a d'ailleurs une importance primordiale dans cette enquête.

Le candidat doit aussi disposer d'une somme suffisante pour couvrir les frais d'un premier établissement.

L'amin ne peut donner son autorisation que du consentement des principaux maîtres du corps de métiers qui peuvent toujours repousser le candidat comme

(1) En France, ce n'est qu'à la fin du xiv^e siècle qu'on a exigé du valet un stage de trois ans en général pour qu'il puisse prétendre à la maîtrise.

incapable. L'article 1^{er} du décret de 1292 h. est très explicite sur ce point.

« Ne peut être patron que celui qui en est reconnu, de l'avis de tous les fabricants, absolument capable, après autorisation de l'amin et le paiement des droits fixés par la coutume. »

En fait, on n'exige et l'on n'a jamais exigé le consentement de tous les fabricants ; celui des 10 ou 12 principaux maîtres, a paru, à juste titre, suffisant. Les opposants sont d'ailleurs toujours libres de faire parvenir leur protestations à l'amin avant la nomination ; celui-ci peut ordonner un supplément d'enquête et refuser, s'il le juge nécessaire, son autorisation.

Quand l'enquête est favorable, le candidat, assisté d'au moins quatre patrons, se rend chez l'amin où l'assemblée lit ou récite en chœur le « fateah » (la première sourate du Coran). On inscrit ensuite sur le registre spécial de la corporation en présence de ces témoins, le nom du nouveau maître.

Il n'y a pas, chez les tisserands, de caisse corporative, comme chez les chouachis, c'est l'amin qui perçoit, à titre de rémunération personnelle, les droits imposés au nouveau patron, se montant en général à 100 francs.

Chez les tisserands d'étoffe de laine le candidat doit, en outre, fournir une caution solvable (1) par devant

(1) Au Moyen-Age, dans quelques métiers, le nouveau maître

notaires ; cette règle, qui n'existe pas dans le souk de la soie, vient de ce que les tisserands d'étoffes de laine ont la plupart du temps recours au crédit, les tisserands en soie traitant, au contraire, toutes leurs affaires au comptant.

Le nouveau patron a désormais le droit d'avoir une boutique ou un atelier et d'engager à son tour des ouvriers.

Les ateliers sont, en général, très petits, contenant trois ou quatre métiers au minimum, installés d'une façon des plus rudimentaires. Le patron, qui travaille souvent avec ses ouvriers, ne peut cependant s'associer avec eux tant qu'ils n'ont pas été nommés patrons.

La participation aux bénéfices serait également impossible. La démarcation est donc bien nette entre patrons et ouvriers.

« Le patron, dit l'art. 4 du décret de 1892, ne peut s'associer à un ouvrier avant qu'il ne l'ait quitté et n'ait été reconnu patron du consentement de l'amin. Le patron et l'ouvrier doivent en outre déclarer s'associer pour tel objet déterminé. »

devait donner caution pour garantir sa solvabilité : Quiconque voudra être boucher en ladite boucherie, porte l'ordonnance d'août 1381 relative à la boucherie St Germain, sera tenu de bailler bonne caution en ladite jusqu'à la somme de 40 livres pour la seurté de payer les marchands à qui il prendra denrées. Ordonnance des Rois de France, t. VI, p. 636 (Martin St-Léon, p. 113).

L'Amin.

L'amin des tisserands, comme ses collègues des autres corps de métier, est chargé de surveiller la fabrication et d'assurer la plus stricte observation des règles coutumières.

La fabrication et la vente ne peuvent être exercées que dans le souk. L'amin, en cas d'exercice de la profession sans autorisation préalable, peut intervenir et obliger le nouveau venu à fermer boutique (1).

Toutes les attributions appartenant à l'amin des chouachis appartiennent également à l'amin des tisserands, en tant qu'elles peuvent s'appliquer à cette corporation, bien entendu. Dans une lettre au 1^{er} ministre Kerreddine, le Cheik el Medina, Mohammed Dellagi indiquait quelles étaient les attributions de l'amin des parfumeurs et de tous les amins en général : « L'amin est tenu de s'occuper, dit-il, de tout ce qui concerne les parfumeurs ; il doit s'ocuper de la vente des par-

(1) 23 Moharrem 1293 h. Plainte de l'amin Mohammed Ben Zaccour au premier Ministre, au sujet d'un individu qui exerçait le métier sans autorisation. La boutique ayant été fermée, le Consul de France intervint, le délinquant étant protégé français. Kerreddine répond au consul « que nul ne peut exercer le métier sans autorisation de l'amin et l'exacte observation des règles coutumières de la corporation des tisserands et qu'en conséquence l'individu en question doit, ou s'y conformer ou cesser son métier. (Régistre n° 2893 M. Aff. Et. Arch. gén. Gouv. Tunisien) n° 1463.

fums au poids et à la mesure, des créanciers et des débiteurs ; des associations qui peuvent se former, des ventes, des règlements de compte, des faillites qui peuvent se produire et de l'évaluation des marchandises. Il doit régler lui-même toutes ces affaires.

Quand une contestation survient entre individus au sujet d'un contrat d'association, d'une vente ou d'un règlement de compte, l'amin doit, s'il n'y a pas d'acte notarié, en informer l'assemblée des négociants (l'Orf du commerce) pour qu'elle juge la question conformément aux coutumes. » (3 Sfar 1289 h. Arch. gén. du Gouv. tunisien).

Les attributions de l'amin sont donc des plus vastes ; il est la cheville ouvrière de la corporation où aucun acte important ne peut se produire sans qu'il en soit prévenu.

Les amins des corporations de la soie, du coton ou de la laine, ont des attributions encore plus nombreuses et plus délicates que celles de la généralité de leurs collègues, en raison de la réglementation particulièrement stricte de la fabrication des étoffes. On se croirait véritablement revenu aux plus beaux jours du Colbertisme.

La longueur, aussi bien que la largeur de chaque pièce d'étoffe particulière est rigoureusement fixée ainsi d'ailleurs que le nombre des fils qu'elle doit contenir. Cette réglementation, qui entre dans les détails les plus infimes, est cependant encore très bien connue

de tous les fabricants et de l'amin, bien entendu, quoiqu'elle soit assez rarement appliquée.

Tout récemment en 1905 une espèce très intéressante s'est produite, en ce qui concerne les fabricants de tapis de Djerba.

Une pétition fut adressée au Secrétariat du gouvernement tunisien, par un certain nombre de fabricants, israélites pour la plupart, protestant contre ce qu'ils qualifiaient la prétention de l'amin, qui voulait faire observer les règlements coutumiers en ce qui concerne la dimension des couvertures.

La clientèle orientale diminuait sans cesse, en raison des dimensions de plus en plus réduites que certains fabricants donnaient à leurs ouezras et l'industrie de Djerba commençait à en ressentir sérieusement les effets quand l'amin exprima sa volonté de faire respecter les usages en donnant 40 jours aux fabricants pour se mettre en règle.

Dans un rapport adressé à M. d'Anthouard, délégué à la résidence générale, par le contrôleur civil de Gabès, en date du 9 septembre 1905, nous lisons cette appréciation : « Les pétitionnaires craignent que le salaire des tisserands ne soit pas jugé équitable par l'amin. Si le différend ne se règle pas à l'amiable, il faut compter qu'il sera jugé avec sagesse par l'amin. Le bon sens n'est pas du côté des pétitionnaires et l'intérêt général commande de favoriser les tendances de l'amin. »

Cette réglementation purement coutumière pour les corporations du coton et de la laine a été codifiée, en ce qui concerne les fabricants de soieries, dans un règlement annexé au décret de Djoumada Ettania 1292 et que nous reproduisons ici malgré le grand nombre de termes techniques qu'il comprend.

Règlement, dressé par les principaux patrons tisserands, en présence de leur amin Mohammed Ben Zaccour, homologué par le premier Ministre S. E. Kerreddine.

ART. I^{er}. — *Le Sefsari* (longue pièce d'étoffe portée sous le burnous) en soie doit avoir 48 hapta de 80 fils chacune. La chaffra doit avoir 3 coudées + 4 them 1/2 de large, ce qui donne à la pièce 3 coudées 1/2. La longueur du sefsari est de 40 coudées 1/2 non compris les franges.

ART. II. — *Burnous sousti*. Doit avoir 44 hapta dont chacune doit être égale à celle du sefsari (c'est-à-dire avoir 80 fils).

ART. III. — *La Jebba* (sorte de toge) tunisienne en soie doit mesurer 3 coudées — 1 them de large et 5 coudées 3/4 de long, elle compte 40 hapta.

ART. IV. — *La Fouta* algérienne mesure 2 coudées 1/2 de large et 3 1/2 de large. L'akd de la chaffra est de 32 hapta.

ART. V. — *Le Mhare*m (foulard) marque 5 doit avoir 2 dheraa — 1/4 de large, l'akd de la chaffra est de 32 hapta.

ART. VI. — *Le Mhare*m dit châala (argenté) a 1 dheraa et 5 them de large sur un akd de 28 hapta.

ART. VII. — *Le Mhare*m dit quatre doit avoir 4 coudée 1/2 de large + la frange. L'akd de la chaffra doit avoir 26 hapta.

(1) Cf. Section d'Etat. série E. Carton, n° 246.

ART. VIII. — *Chembir el Baldi* (voile noir). Doit avoir 7 them de large. L'akd de la chaffra est de 13 hapta (1).

ART. IX. — *Chembir Caroui* 6 them de large sur un akd de 10 hapta.

ART. X. — *Le Chembir Kharragi* 5 them de large sur un akd de 8 hapta.

ART. XI. — *La Dheraâa* en soie 1 dherâa Tourky de large et 5 dherâa arbi de long.

ART. XII. — *La Mharma* dite Khaïati Baldi (foulard) doit avoir un akd de 28 hapta.

ART. XIII. — *Cachef en soie* (foulard). Doit avoir dans le fond, non compris la bordure, 15 hapta. La chaffra a 1 dheraa arbi de long. La longueur du cachef est de 5 dheraa, non compris la frange.

ART. XIV. — *El Froukh Essahli* (ceinture) 1 akd de 12 hapta, sa longueur est de 7 dherâa y compris la frange. La pièce a 3 them de large.

ART. XV. — *Ceinture algérienne*. 6 them de large et un akd de 18 hapta.

ART. XVI. — *Ceinture algérienne n° 2*. 7 them de large et un akd de 21 hapta.

ART. XVII. — *Châle en soie*. 3 dherâa $1/2$ de long et de large sur un akd de 48 hapta.

ART. XVIII. — Le Raddad doit achever son travail avant de quitter son patron quand sa rétribution est le tiers de celle d'un calfat.

ART. XIX. — Lorsque le calfat a reçu un certain nombre de fuseaux et que le travail a été préparé il ne peut quitter son patron avant d'avoir achevé l'ouvrage commencé.

ART. XX. — *Le Bakhnouch dit kharragi* doit avoir 1 mharma $1/2$

(1) Dherâa : 1 coudée Them = $1/6$ de coudée.

Chaffra : Instrument dans lequel sont passés les fils de la pièce à tisser.

Akd : Partie de la chaffra.

y compris la frange d'un des côtés. Cette frange doit avoir une longueur égale à celle du fer de la navette en usage.

A la suite du règlement : Décret de Djoumada Ettania 1292 (*Archives générales*, G. Tunisie, n° 145).

L'amin chargé de faire observer ces règlements si minutieux avait une autorité considérable. Il pouvait détruire les étoffes faites contrairement aux règles coutumières ou, quand le vice ne nécessitait pas une destruction complète, faire vendre au profit de l'Etat le produit mal fait.

Le crieur public devait, dans ce cas, prévenir les acheteurs de la mauvaise fabrication du produit mis en vente.

Les tisserands d'étoffes de soie ne peuvent employer que des fils de soie mêlés parfois de fils dorés ou argentés ; les mélanges de laine ou de coton formellement interdits entraîneraient la destruction des marchandises saisies par l'amin.

La fabrication ne peut avoir lieu que dans les souks spécialement affectés à ce genre d'industrie. Cette localisation des fabricants et des marchands de produits de même nature, dans un quartier déterminé, permet à l'amin d'exercer une surveillance plus rigoureuse, en même temps qu'elle protège les tissus délicats des contacts impurs qui pourraient les détériorer.

La vente des étoffes de laine ou de coton dans le souk de la soie est formellement interdite ; « les marchandises en soie ne peuvent être vendues que dans

les marchés à ce affectés, afin que chaque marché ne puisse vendre qu'une variété désignée. Sont exceptés des souks en question, ceux où la soie ne se fabrique pas. » Décret de Djoumada Ettania 1292, art. 7 et 8.

Le but poursuivi n'est pas douteux, on a voulu, en spécialisant la vente des étoffes dans des souks déterminés, protéger les acheteurs, bedouins ou arabes de la campagne, bien souvent contre les erreurs dont ils pouvaient être victimes. Ils sont sûrs, en achetant dans le souk de la soie, d'avoir véritablement une étoffe de soie. Les droits étaient d'ailleurs, dans ce cas, beaucoup plus élevés.

Dans une lettre du Cheik el Medina au 1^{er} Ministre, en date du 15 Moharrem 1299 h., nous lisons en effet : « Toute marchandise doit payer un droit de 4 %. Deux piastres pour le fermier. Les deux autres piastres divisées en sept parts, deux pour l'amin, une pour le secrétaire de l'amin, une pour le crieur public et les trois parts restantes revenant encore au fermier. Ce droit est réduit à 2 % en dehors du Souk el Trouk (souk de la soie).

Dans le souk de la soie, comme dans la plupart des autres souks tunisiens, la vente a souvent lieu à la criée.

Le crieur public, personnage considérable, est nommé par l'amin qui doit en exiger une caution solvable. S'il néglige de remplir cette formalité indispensable, l'amin est personnellement responsable de

toutes les fraudes et de tous les délits dont le crieur public peut se rendre coupable dans l'exercice de ses fonctions (1).

Les tisserands en soie peuvent seuls louer des boutiques dans le souk et ne pourraient d'ailleurs ouvrir des portes de communication avec un souk voisin (2).

Cette industrie, autrefois si prospère, est aujourd'hui en pleine décadence. Les patrons qui étaient plus de 1,000 sont tombés au nombre de 250.

Voici d'ailleurs, la statistique dressée pour 1908, par l'amin des tisserands d'étoffes de soie.

NOMBRE DE PATRONS

257

NOMBRE DE CALFATS (OUVRIERS)

477

NOMBRE D'APPRENTIS

100

NOMBRE D'ATELIERS

231

NOMBRE DE MÉTIERS

549

(1) Pour les orfèvres. Décret du 20 juil. 1880, art. 1^{er} : Tout crieur public doit être autorisé par l'amin qui ne peut l'autoriser que moyennant deux cautions pouvant payer chacune au moins 5000 piastres.

(2) Cf. Lettre du Cheik El Medina au premier ministre en date du 30 Rabia Ettania 1292 h (*Arch. gén. Gouv. Tunisien*).

PRODUCTION EN 1908

DÉSIGNATION DES PRODUITS	NOMBRE de MÉTIER	QUANTITÉ produite annuellement.	VALEUR de la PIÈCE.	VALEUR TOTALE
Foulards n° 5 p. Tunis....	50	1.000 douz.	22 f. douz.	22.000 f.
Foulards n° 5 p. l'étranger et l'intérieur.....	153	10.600 —	15 —	159.000
Foulards n° 4 p. Tunis....	100	1.000 —	10 —	100.000
Sefsari. Tunis et intérieur.	30	2.400 pièces.	25 pièce.	40.000
Châles. Tunis.....	5	1.800 —	6 —	10.800
Gebba. Tunis et intérieur..	5	720 —	20 —	14.400
Taffetas..	16	13.400 mètres.	1 m.	13.400
Foutas..	50	18.000 pièces.	6.5 p.	108.000
Ceinture.....	40	3.600 —	15 p.	54 000
Ajars (Voile).....	2	100 —	30 p.	3.000
Chembir Baldi. Tunis et int.	10	96.000 mètres.	2.5 m.	240.000
Chembir Karroni.....	6	12.500 —	1.2 m.	14.400
Chembir Kharraji.....	4	14.400 —	0.40 m.	5.760
Chembir Harraïnui.....	10	24.000 —	0.75 m.	18.000
	481			802.760 f.

L'industrie en étoffes constituait, avec celle des ché-chias, une des principales sources de prospérité pour le pays. A Djerba, dans le Djerid surtout, existaient des milliers d'ateliers de famille (1) qui permettaient

(1) Il y a dans le Djerid environ 2,500 ateliers de famille dont 800 à Tozeur. Il est sorti de Tunisie en 1907 pour 599,939 fr. de couvertures de laines dont 474,891 fr. pour l'Egypte.

aux travailleurs de la campagne d'augmenter sensiblement leur bien-être ; les femmes se livrant aux travaux du tissage pendant que les hommes s'occupaient des travaux des champs.

Rien qu'à Tunis il y avait plus de 1,000 tisserands en soie ; il n'y en a plus aujourd'hui que 250. Le nombre infime des apprentis, comparé à celui des patrons et des ouvriers, indique plus que tout le reste, la décadence profonde dans laquelle est tombée l'industrie du tissage tunisien.

Quelle est la cause véritable de cette décadence ? « L'inobservation des règlements », nous a sans hésiter répondu l'amin. « Que mon autorité passée me soit rendue et je me charge de faire bientôt revivre l'ancienne prospérité du souk de la soie et d'ouvrir de nouveau aux produits tunisiens les portes de l'Orient et de l'Algérie.

Il y a, il faut bien l'avouer, une grande part de vérité dans cette affirmation.

Il est impossible de défendre le métier plus que rudimentaire employé aujourd'hui, et les prescriptions bien souvent ridicules, ou tout au moins exagérées, que l'amin voudrait, bien entendu, imposer à tous. Mais, à côté de ces exagérations, il y a de la part de l'amin une notion assez exacte de l'un des principaux motifs de la déchéance de son industrie : la fraude.

Les teintures minérales employées par des ouvriers ignorants et inexpérimentés, l'achat à des producteurs

étrangers sans conscience professionnelle de fils déjà teints qui se fanent rapidement, contribuent, pour une large part, à la décadence du tissage et de l'industrie des étoffes en général.

Les tapis de Kairouan qui jouissaient il y a encore peu de temps, d'une réputation universelle, se déprécient, pour ces motifs, tous les jours davantage.

Cet état de chose si alarmant a suscité bien des bonnes volontés ; de tous côtés on s'émeut, on cherche (1) comment sauver ces industries et leur rendre une partie de leur ancienne prospérité. Le véritable, le seul moyen serait, croyons-nous, en diminuant si possible le coût de production, de continuer à assurer aux consommateurs des produits analogues à ceux qui par le passé avaient conquis, grâce à leur bonne fabrication et leur solidité à toute épreuve, une grande partie du marché oriental.

(1) Cf. Zaouch. Rapport présenté au Congrès de l'Afrique du Nord. « Il apparaît en effet à la majorité des intéressés, que si l'on veut rendre à l'industrie des tapis son ancienne splendeur, il faut revenir à l'emploi exclusif des matières végétales pour la teinture des laines. Et c'est sur cette base que de nombreux commerçants et fabricants de Kairouan ont tout récemment décidé de s'organiser en coopérative, sur le modèle de celle que les cordonniers indigènes ont fondé à Tunis ; sous le nom de « Manufacture des Tapis de Kairouan » une société au capital de 60.000 fr. s'est fondée. Elle se chargera de l'achat des laines, de la teinture au moyen de matières végétales et de la répartition du travail entre les différentes familles qui depuis plusieurs générations s'occupent de la fabrication des tapis. . Si, comme elle l'espère, le gouvernement lui prête son appui en interdisant les teintures minérales, on peut considérer cette branche d'industrie tunisienne comme sauvée de la déchéance à laquelle elle paraissait vouée depuis quelques années ».

LES MENUISIERS

L'origine de la corporation des menuisiers, comme celle de tous les autres corps de métiers tunisiens, n'est certainement pas de beaucoup antérieure à la dynastie des Aghlabites.

Les premiers conquérants arabes occupés, dans la crainte d'un retour offensif, à s'établir fortement dans le pays, ne pouvaient songer à la création d'édifices de luxe ou susceptibles d'offrir quelques conditions de durée ; ils vécurent sans doute, comme les anciens maîtres du pays, sous la tente (1) ou se contentèrent des habitations rudimentaires qu'ils purent trouver.

Ce fut seulement au moment de l'établissement de la dynastie des Aghlabites que l'existence d'une civilisation déjà avancée permit la constitution d'une classe d'artisans nombreuse et prospère.

La corporation des menuisiers a toujours été l'objet de la considération des Arabes qui regardent, en quelque sorte, le travail du bois comme un métier noble ; c'est

(1) La loi musulmane défendait au début la construction d'immeubles en pierre. Il fallut pour cela obtenir l'autorisation du khalife qui défendit l'établissement de maisons avec étage.

encore d'ailleurs aujourd'hui une des industries les plus prospères. Une de celles qui ont le moins souffert de la concurrence étrangère et les ouvriers menuisiers, véritables ouvriers d'art, bien souvent, gagnent 3 ou 4 francs par jour ; certains d'entre eux, les plus habiles, arrivent à des salaires de 7 et 8 fr. Malgré ces prix très élevés, pour le pays, les ouvriers y sont cependant d'une manière normale en nombre insuffisant.

Nous trouvons chez les menuisiers un certain nombre d'analogies des plus frappantes avec nos corps de métiers français du ^{xiii}^e siècle, surtout en ce qui concerne l'apprentissage et le chef-d'œuvre.

L'apprentissage, absolument gratuit aujourd'hui, avait il y a encore peu de temps, une durée variable suivant l'indemnité versée au patron. Cette indemnité, qui atteignait parfois le chiffre de 4 à 500 francs, ne permettait cependant pas, en général, de réduire la durée de l'éducation professionnelle à moins d'une année. L'enfant était, dans ce cas, exempté de toutes les besognes accessoires imposées à un apprenti ordinaire et soumis à une sorte de travail intensif destiné à lui apprendre, le plus rapidement possible, les règles du métier.

C'était là une coutume absolument analogue à celle de nos corps de métiers au ^{xiii}^e siècle.

« La fixation de la durée de l'apprentissage, nous dit en effet M. Martin Saint-Léon, p. 92, se liait à une

autre question, celle du prix qui devait être payé au maître de l'enfant lors de la signature des conventions. Ici encore, les statuts interviennent pour fixer un minimum variable suivant les conventions, mais ce minimum s'élève ou s'abaisse selon que l'apprentissage doit être de courte ou de longue durée. »

La durée de l'apprentissage, lorsqu'aucun droit n'est payé au patron, est, en moyenne, de 4 à 5 ans ; l'amin actuel de la corporation des menuisiers est resté apprenti pendant 4 ans sans toucher le moindre salaire.

Une autre coutume, qui existait autrefois chez les menuisiers et qui rappelle beaucoup les usages français, consiste dans l'adoption de l'apprenti par son patron. Celui-ci loge, habille, nourrit l'enfant, comme s'il était son propre fils, sous la surveillance de l'amin bien entendu, qui peut, au cas où des abus se produiraient, déférer aux tribunaux le maître qui aurait abusé de son autorité pour imposer à son apprenti un travail au-dessus de ses forces.

La nomination de l'apprenti en qualité de calfat est faite par le patron qui doit simplement en avvertir l'amin invité généralement à la petite fête donnée en l'honneur du nouvel ouvrier de la corporation.

Le calfat menuisier travaille, en général, comme la plupart des ouvriers tunisiens, à la tâche. La journée commence au lever du soleil pour finir à la tombée de la nuit ; mais l'irrégularité est un des principaux défauts reprochés aux ouvriers menuisiers de Tunis

qui déploient, d'ailleurs, un zèle et une activité plus ou moins grande, suivant l'importance des commandes et l'époque de la livraison.

Le vendredi, considéré comme jour férié peut cependant être consacré au travail, en cas d'urgence, quoique en fait, la chose soit assez rare. La condition de l'ouvrier menuisier est très satisfaisante, le salaire moyen d'un bon ouvrier variant entre trois et quatre francs ; les travailleurs d'élite peuvent réaliser des bénéfices doubles. Malgré ces avantages considérables, la demande, d'après ce que nous a dit l'amin, est toujours inférieure à l'offre, les ouvriers étant, d'une manière normale, en nombre insuffisant.

L'ouvrier qui veut parvenir à la maîtrise adresse une demande à l'amin par l'intermédiaire de son patron, ou directement en cas de refus de celui-ci.

La demande est instruite suivant les règles en usage chez les chouachis ou les tisserands ; si l'enquête est favorable, l'ouvrier doit confectionner son « kanoun sanâa » le chef d'œuvre.

Le chef d'œuvre n'est pas, comme dans nos corps de métier du xvi^e siècle, un moyen d'éliminer les candidats ; c'est un simple examen professionnel, toujours le même, les dimensions seules variant ; le chef-d'œuvre consiste en une grande porte à quatre battants, arrondie au sommet. Les dimensions sont données par l'amin qui peut faire exécuter le travail dans son propre atelier.

Une fois terminé, le travail lui est soumis ; en cas de refus, l'ouvrier peut en appeler à l'orf (1), composé des notables, qui juge en dernier ressort.

Quand le chef-d'œuvre est accepté, l'amin qui peut le conserver, reçoit en outre une certaine somme, variable avec la fortune et la générosité du récipiendaire.

Le nom du nouveau maître qui recevait autrefois une autorisation revêtue du sceau de l'amin était inscrit sur le registre corporatif spécial. Mais aujourd'hui les registres ont disparu, chacun veut un peu faire à sa guise, les règlements sont difficiles à appliquer et l'amin terminait tristement ses doléances, par ce proverbe local si pittoresque : maintenant « l'eau a inondé les melons. »

L'Amin.

Présenté à l'agrément du souverain par les maîtres du métier qui l'élisent dans la forme ordinaire, l'amin des menuisiers doit acquitter un droit de chancellerie de 90 francs.

Ses attributions sont exactement semblables à celles de ses collègues des autres corps de métiers. Il y a eu parfois, en raison de l'importance de l'industrie de la

(1) L'orf des menuisiers n'a pas une composition légalement déterminée comme pour les chouachis. Il doit se composer au moins de trois membres. Il est toujours présidé par l'amin.

menuiserie, plusieurs amins exerçant chacun leur juridiction sur un quartier déterminé.

Ses fonctions sont purement gratuites, sauf en cas d'expertise. Il peut alors prélever 5 % de la valeur de l'objet dont la valeur est discutée. Sa décision est définitive et ne peut donner lieu à aucune voie de recours.

Chez les menuisiers, comme dans tous les autres corps de métiers, le rôle principal de l'amin consiste dans la répression des fraudes qui sont particulièrement nombreuses.

Les pénalités peuvent se diviser en trois catégories :

- 1° Destruction de la marchandise ;
- 2° Emprisonnement ;
- 3° Fermeture de l'atelier ou de la boutique.

Cette dernière peine, très grave, ne peut être infligée que par le tribunal de l'orf, à moins que le délinquant n'ait pas obtenu l'autorisation de l'amin pour s'installer dans le souk. Dans ce cas l'amin est seul juge.

Les peintres ont avec les menuisiers les rapports les plus fréquents ; ils concourent en effet à la fabrication de ces petites tables arabes si originales, ornées de peintures naïves qui constituent une des branches principales de leur industrie. Tout empiètement d'une corporation sur l'autre est sévèrement interdit.

Un menuisier qui s'aviserait de peindre ou un peintre qui se mettrait à fabriquer une table contreviendrait gravement aux règlements corporatifs. On se souvient encore dans la corporation des mesures draconiennes

prises, peu de temps avant l'occupation française, par l'amin El Arbi Ennayel qui poursuivait sans pitié les moindres infractions.

La solution des procès engagés entre les deux corps de métiers a toujours été des plus rapides, la justice tunisienne était trop administrative pour qu'un jugement se fit longtemps attendre.

Le régime corporatif est encore aujourd'hui absolument général en Tunisie, et si parfois les règlements ne sont pas appliqués, si un esprit d'indépendance, parfois même de révolte, souffle dans les corps de métiers tunisiens, ils ont cependant toujours à leur tête un amin qui s'efforce de maintenir les traditions et d'assurer par une exacte observation des règlements, la fabrication de produits de choix.

L'Amin des vivres.

La vente des denrées alimentaires est tout particulièrement surveillée. Outre l'amin des vivres (1) qui a la direction et la surveillance générale, il existe un amin pour chaque spécialité, boulangers, bouchers, marchands d'huile, de ftairs, etc.

L'amin des vivres a non seulement un droit de surveillance général, il peut aussi fixer le prix des marchandises.

(1) Nommé par décret beylical comme ses confrères. l'amin des vivres touche un traitement de 60 fr. par mois.

Il procède pour cela expérimentalement, de manière à laisser au marchand un gain raisonnable. Les délinquants sont sévèrement punis ; la prison et la fermeture du magasin empêchent les récidives trop fréquentes. Le résultat de cette organisation est très appréciable pour les consommateurs.

« Chez le plus pauvre tunisien, dit M. Lallemand (1), le café est potable, et cela tient à ce que l'amin des vivres vérifie non seulement le café en grains ou en poudre, mais même le café servi dans les tasses. Il poursuit surtout ceux qui mélangent au café de la chicorée, des céréales torréfiées ou du pain grillé. Si l'amin constate une falsification, il saisit le café et le répand par terre dans la rue. Si les contraventions se multiplient, l'amin renvoie les contrevenants devant le Cheik el Medina qui leur inflige 8 à 10 jours de prison sans sursis ; si le contrevenant est en état de récidive, il est renvoyé devant la section criminelle de l'Ouzara. Grâce à cette sévère surveillance, les proportions sont renversées : car si en Europe, on a 60 chances sur 100 de boire du café dans lequel entrent des corps étrangers, on a, à Tunis, 60 chances sur 100 de boire du café sans mélanges... chez les Arabes s'entend. »

La décadence d'un grand nombre d'industries indigènes est indéniable et, de tous côtés, ce sont des

(1) Cf. Lallemand, *Tunis et ses environs*. Cet ouvrage contient sur les corporations tunisiennes un grand nombre de renseignements anecdotiques des plus intéressants.

plaintes, des pétitions demandant l'intervention de l'Etat qui pourrait seul, au dire des fabricants, empêcher la ruine complète de l'industrie arabe.

Quels sont les véritables motifs de cet état de chose. quels seraient les remèdes à y apporter ? C'est ce que nous voulons très brièvement examiner maintenant.

L'occupation française a profondément bouleversé l'organisation politique et économique du pays. Le Makhzen (lacour) qui faisait vivre des milliers d'artisans aux dépens de la généralité des contribuables, a disparu entraînant rapidement la ruine des nakachs, véritables artistes qui faisaient ces dentelles de stuc, qui ornent encore les palais arabes où elles font l'admiration des touristes, des sarrajine, fabricants de selles arabes brodées dont la réputation s'étendait jusqu'en Orient et de bien d'autres industries de luxe. Il s'est produit, comme le dit M. Zaouche, « une sorte de nivellement par le bas » pour le plus grand bien, croyons-nous, du pays tout entier, autrefois rançonné par quelques centaines de privilégiés.

Mais si, négligeant ces industries, nous considérons la situation générale, nous voyons qu'elle n'est pas très satisfaisante et que les industries même les plus prospères, à considérer uniquement leur chiffre d'affaires sont elles-mêmes en pleine crise.

La concurrence des produits européens a d'abord singulièrement diminué l'importance de la consommation locale des produits indigènes. Les Arabes ont

bien vite été séduits par ces objets d'apparence si luxueuse que leur offrent les grands magasins européens.

Les objets d'horlogerie, les articles de Paris, les armoires à glace, ont en Tunisie un sérieux débouché. Il n'est pas rare, aux environs de Tunis, de voir soudain apparaître, au milieu du pittoresque cortège formé par une noce arabe, un des chameaux de l'escorte chargé d'une magnifique armoire à glace constituant à coup sûr, la plus belle pièce de la dot de la nouvelle mariée.

Les fabricants musulmans, par leur ignorance absolue des notions économiques les plus élémentaires, sont la proie tout indiquée des intermédiaires qui abusent indignement de leur ignorance des cours. Enfin la cause principale de la situation actuelle provient, à n'en pas douter, de l'élévation générale des prix.

Un renchérissement formidable s'est produit dans la Régence depuis une quinzaine d'années, aussi sur bien les objets de première nécessité que sur les objets de luxe. La Tunisie n'est plus ce pays de cocagne où l'on vit de rien. Les gagne-petits de toutes les classes, les ouvriers trouvent, comme l'on dit familièrement, autant de peine à nouer les deux bouts que dans leur pays natal.

Quoique de mœurs et d'habitudes différentes, les fabricants arabes en ont tous ressenti le contre-coup. Les patrons, quoique gagnant parfois autant numériquement que par le passé, ne peuvent plus satisfaire aussi facilement les nouveaux besoins qu'ils se sont créés au contact de la civilisation européenne.

Quant aux ouvriers, leur salaire commence à devenir manifestement insuffisant, sans que les patrons puissent l'élever beaucoup, en raison de leurs bénéfices souvent très modestes.

Elever les prix de vente ? Les fabricants n'y ont sans doute jamais songé ; cela leur ferait d'ailleurs courir le danger de perdre une partie de leur clientèle orientale.

Un des meilleurs moyens, croyons-nous, de remédier à la situation actuelle serait de diminuer le coût de production des objets fabriqués, ce qui permettrait aux fabricants d'augmenter les salaires de leurs ouvriers tout en réalisant des bénéfices plus considérables.

Deux tentatives des plus intéressantes ont été faites par M. Zaouche (1) qui a constitué, dans le but de diminuer les profits scandaleux de certains intermédiaires, deux sociétés coopératives pour les épiciers djerbiens et les fabricants de babouches.

« Une société à capital et personnel variable, nous dit-il, s'est donc constituée sous le nom d' « Es-Saadia », entre les fabricants de balghas. Son but est d'aider les fabricants à acheter, au meilleur compte, les matières premières, moyennant l'exploitation d'un établissement chargé de leur fournir, aux conditions les plus avantageuses comme prix et qualité, les différents articles

(1) Cf. Abdeljelil Zaouche. *Les conditions de vie matérielle des Indigènes. Rapport au Congrès de l'Afrique du Nord.*

nécessaires à leur industrie. La société pourra poursuivre aussi des buts accessoires, tels que l'instruction ou le bien-être de ses membres.

Le capital social est divisé en actions de 18 francs, payables à raison de 1 fr. 50 par mois, soit 0 fr. 05 par jour. Pour la fixation du mode de paiement des actions, on a tenu compte de la situation généralement peu prospère des fabricants et surtout des ouvriers balghagis (1), qui gagnent de 1 fr. à 1 fr. 50 par jour.

Grâce à la modicité du prix des actions, nous avons à Tunis plus de 800 actionnaires, versant près de 5,000 francs par mois, et plus de 400 actionnaires à Kairouan.

La société est dirigée par un conseil d'administration composé de 15 membres, tous gens du métier. Le conseil se réunit tous les 15 jours pour discuter des affaires de la société. Le directeur, qui est un des membres du conseil, lui rend compte de la situation, lui soumet les achats à faire et le met à même de déterminer les prix de vente, de sorte que les associés sont au courant des prix d'achats et fixent eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs délégués, les membres du conseil, la majoration nécessaire pour couvrir les frais d'administration et distribuer un dividende aux actionnaires.

(1) Il y a à Tunis environ 300 ateliers employant 1500 ouvriers. Les peaux jaunes employées pour les babouches viennent de Syrie et paient un droit de 60 fr. les 100 kilog.

La société a ouvert un magasin dans le souk des balghagis pour vendre au détail tout ce dont peuvent avoir besoin les petits fabricants, qui ainsi ne sont pas obligés d'immobiliser des sommes relativement importantes pour acheter leurs marchandises par grosses quantités. Un magasin opérant dans les mêmes conditions que celui de Tunis a été créé à Kairouan. La société ouvrira plus tard des magasins analogues dans les autres grandes villes de la Régence.

Un autre avantage très grand que la société a procuré aux balghagis, c'est le crédit.

Avant la constitution de la société, les fabricants aisés obtenaient des facilités de paiement ; les autres ne pouvaient trouver aucun appui ni auprès des banques, ni auprès des négociants israélites. Quelques-uns m'ont assuré que, pour renouveler des traites, ils payaient jusqu'à 3 % par mois d'escompte, soit 36 % par an.

La société a admis plusieurs fabricants à l'escompte : elle leur ouvre des crédits variant de 200 à 1500 fr. Les traites sont escomptées à 5 1/2 pour % ce qui est le taux des banques.

Les membres de la société ont aussi le très grand avantage de ne plus avoir à craindre l'accaparement que pratiquaient chaque année, à leur préjudice, les négociants en détail ; ceux-ci, après entente avec les représentants, restaient quelque temps sans faire venir de marchandises, ce qui leur permettait de faire

hausser à volonté le prix de celles qu'ils avaient en magasin (1). »

Ces tentatives si intéressantes permettent aux membres de la société de réaliser des bénéfices considérables en supprimant un grand nombre d'intermédiaires et pourraient utilement être étendues à beaucoup d'autres industries tunisiennes, au tissage en particulier.

Mais on pourrait encore diminuer considérablement le coût de production en modifiant l'outillage archaïque employé par les fabricants.

De très nombreuses réformes pourraient d'ailleurs être accomplies dans cet ordre d'idée.

Mais il faut avant tout conserver aux industries indigènes leur clientèle actuelle et le seul moyen pour cela consiste à continuer à fabriquer des produits de premier choix en réprimant sévèrement les fraudes.

Certains partisans farouches de la liberté protestent contre la survivance en Tunisie du régime corporatif qu'il faut faire disparaître au plus vite, disent-ils, si l'on veut rénover les procédés de fabrication et rendre

(1) Les Djerbiens, épiciers pour la plupart, ont fondé une coopérative d'achat. Cette société, qui compte aujourd'hui 500 participants, est à capitale variable. Les actions sont de 36 fr. payables à raison de 3 fr. par mois. Le conseil d'administration se compose de 12 membres dont 11 sont des Djerbiens exploitant à Tunis ou dans l'intérieur. Le capital de la société vient d'atteindre le chiffre de 170,000 fr. Son papier est admis à l'escompte au taux le plus réduit. La société a distribué, la première année, un dividende de 9 1/2 %. (Cf. Zaouche. Rapport au Congrès de l'Afrique du Nord, p. 9).

aux industries indigènes leur ancienne prospérité. Nous ne le pensons pas.

Le régime corporatif n'est pas, comme on le croit bien souvent, hostile à tout progrès imbu de l'esprit de monopole. Organisé légalement, il peut rendre les plus grands services, en assurant, au moins, l'éducation professionnelle des apprentis et la répression des fraudes.

La loi du 15 mars 1883 qui a rétabli en Autriche-Hongrie le régime corporatif, en rendant de plein droit, membres de la corporation les patrons exerçant une industrie déterminée, en les assujettissant à payer des taxes spéciales, en interdisant à tout individu d'ouvrir un atelier s'il n'est muni d'un certificat d'apprentissage ou d'un diplôme équivalent, a eu les plus heureux résultats.

Dès 1900 il n'y avait plus en Hongrie que 7 % d'apprentis ne suivant pas les cours ; aujourd'hui ce nombre est insignifiant.

En France avec notre régime de liberté absolue qui est parfois un régime d'anarchie, il y a plus de 600,000 enfants de 12 à 16 ans qui n'ont reçu aucune éducation professionnelle et, de toutes parts, on se préoccupe de remédier à cette situation néfaste pour notre industrie. « Chaque heure de retard dans la réforme de l'apprentissage, dit M. Dubief, marque la perte d'une parcelle de la prospérité nationale et compromet un peu plus notre avenir économique. »

L'industrie tunisienne devait sa prospérité et sa réputation universelle à une fabrication scrupuleuse, aux produits hors pair qu'elle livrait à la consommation du monde oriental.

Aujourd'hui, les anciens règlements tombent en désuétude, l'amin essaye en vain de lutter mais, débordé de toutes parts, il se résigne et se contente de déplorer la désorganisation, l'anarchie, les ruines aussi, hélas ! qu'il voit se multiplier autour de lui.

L'apprentissage (1) tend de plus en plus, à devenir une heureuse exception. La Tunisie semble vouloir imiter la France et en arrivera bientôt au système néfaste d'une inéducation professionnelle absolue.

Est-ce le moment de modifier de fond en comble l'organisation économique des industries indigènes ? Ne vaudrait-il pas mieux renforcer la corporation, rendre à l'amin son autorité passée en lui donnant, bien entendu, de nouveaux règlements à appliquer, règlements modifiables suivant les besoins économiques contemporains et les découvertes scientifiques ?

Pourquoi, puisqu'il s'agit d'une industrie exclusivement indigène, vouloir briser les cadres dans lesquels elle a connu une période de prospérité sans pareille ?

(1) La Commission des industries indigènes présidée par M. Charletty, directeur de l'enseignement, s'occupe, croyons-nous, tout particulièrement de cette importante question de l'éducation professionnelle.

Un certain nombre d'écoles techniques seront fondées pour donner au plus grand nombre d'enfants possible l'instruction que l'apprentissage est aujourd'hui impuissant à leur inculquer.

Pourquoi ne pas appliquer, sur le terrain économique, les principes dont on se réclame au point de vue politique ?

Nous voulons diriger l'indigène sans heurter de front ses usages ou ses conceptions religieuses. Ne bouleversons donc pas complètement l'organisation actuelle de l'industrie, ne jetons pas sans défense au milieu de la lutte commerciale et industrielle si violente que nous subissons aujourd'hui, une population qui, en raison de son apathie, du régime autoritaire sous lequel elle a vécu, de son ignorance absolue des notions économiques les plus élémentaires, ne prendrait dans la liberté nouvelle qu'on lui laisse que la liberté de mal faire.

Laissons donc subsister en la réformant, en lui infusant le sang nouveau que sera pour elle une réglementation plus moderne, la vieille corporation arabe qui fit autrefois la prospérité économique de l'Islam et qui peut encore aujourd'hui, ce qui est beaucoup à notre avis, assurer à l'industrie des ouvriers d'élite et aux consommateurs, par la répression sévère de la fraude, des produits de premier choix.

Vu :

Le Président de la Thèse,
Ch. GIDE.

Vu :

Le Doyen :
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
Le Régime corporatif	5
Splendeur de la civilisation musulmane au Moyen-âge.....	5
Caractère ethnique des populations tunisiennes	8
Les Andalous. Leur influence sur le développement général du pays.....	16
Les Berranis algériens.....	22
Les corporations tunisiennes. Organisation générale.....	26
Les Chouachis	34
Origine de la corporation (les Andalous).....	34
Organisation intérieure de la corporation. L'apprenti (sana)...	37
L'ouvrier (calfat).....	40
Le maître (mahalle).....	43
L'amin et le Conseil des dix.....	48
Le tribunal de l'Orf.....	56
Méthodes de fabrication.....	60
Le foulage, la carde et la tonte.....	62
Marques de fabrique.....	69
Le conflit entre jeunes et vieux chouachis.....	72
Situation actuelle et avenir de la corporation.....	75
Les Tisserands	86
Origine de la corporation.....	86
Organisation intérieure	87
L'apprenti	88
L'ouvrier.....	91
Le maître.....	94
L'amin	97
Réglementation de la fabrication	100
Importance de cette industrie.....	105

	Pages
Les Menuisiers	108
L'apprenti	109
Le chef-d'œuvre	111
L'amin	112
L'Amin des vivres	114
Situation actuelle des industries indigènes.....	115
Faut-il maintenir la corporation.....	123
